

LES FANTÔMES DE LA DÉMOCRATIE



Le mot de la rédaction

« La démocratie est le pire des régimes – à l'exception de tous les autres déjà essayés dans le passé. » W.Churchill

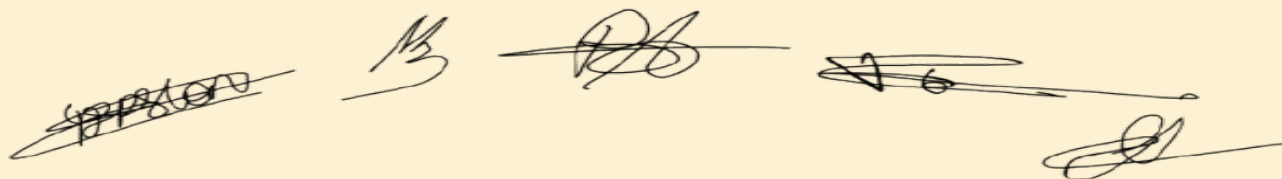
Winston, we have a problem !

Si, à l'origine, la combinaison du grec ancien, dêmos, « peuple », et krâtos, « le pouvoir », désigne un régime politique dans lequel le pouvoir appartient au peuple, la réalité est toute autre. Bien loin des idéaux annoncés : participation citoyenne, liberté d'expression, respect des droits fondamentaux ; ambitions, conflits ou encore considérations économiques tendent à mettre au second plan les besoins du peuple. Pour répondre au "Vieux lion", oui, à ce jour, la démocratie reste un "modèle" dans l'esprit occidental, mais force est de constater que les dysfonctionnements se multiplient, le contexte évolue et les questionnements sont justifiés.

L'idéal démocratique occidental peut-il toujours prétendre à un rôle de modèle infallible ? Quelle est sa légitimité, n'est-elle pas auto-attribuée ? Sa défaillance peut-elle être perçue comme cause ou conséquence de l'émergence de régimes autocratiques ?

Ce nouveau numéro du Vox explore les défis contemporains du principe démocratique. Nous proposons des études de différents modèles de gouvernance, au sein d'un cartel, d'un gouvernement, au Salvador ou encore aux États-Unis afin de comparer la démocratie et ses possibles alternatives. Au fil des articles, nous rendons compte des dérèglements de la démocratie à travers des cas concrets, l'exemple de l'Union européenne de la perception des accords avec le Mercosur par les agriculteurs. Nous analysons la méconnaissance d'un système élitiste, la façon dont il peut être manipulé et le rôle du discours devant le peuple. Ce numéro du Vox innove et offre une revue littéraire sur les dystopies qui alimente la réflexion globale. Enfin, et pour respecter la tradition, nous vous avons donné la parole, chers lecteurs, pour exprimer vos opinions.

Bonne lecture !



Emel Arslan

Mathieu Bossoreil

Paul Appéré

Maeva Hance

Lola Fleck

Regards croisés sur le climat conflictuel mondial

Comment l'administration Trump renforce-t-elle l'hypothèse d'un Canada européen ?	4
Donald Trump, maître du discours ?	6
El Salvador : la paix au prix de la peur.	8
Amérique centrale : vivre ou survivre ? Témoignage de Jean Viland.	9

Analyse de la situation démocratique européenne

Drogue en Europe : l'économie souterraine qui se cartelise.	10
Le dysfonctionnement du parlement, portrait d'une institution mal comprise.	11
Analyse : La méconnaissance d'un système régi par les élites.	13
Focus : La manipulation des médias par l'extrême droite.	15

La démocratie est-elle dystopique ?

Analyse littéraire : Le meilleur des mondes et 1984	16
Tribune: comment sauver le modèle démocratique ?	17

La voix des citoyens sur la démocratie en Europe

Sondage : Sommes-nous encore en démocratie ?	18
5 questions à... Géraud Bouvrot	19
Les échanges UE - Mercosur : enquêtes avec des agriculteurs français. Infographie et Enquête.	21

Sources et Remerciements

Sources	26
Remerciements	27

Regards croisés sur le climat conflictuel mondial

Le contexte politique mondial évolue, la démocratie semble foncer dans un mur et les espoirs d'une société mondiale pacifique s'amenuisent.

Dans le cadre des relations internationales, les articles suivants relèveront des différents modèles dans le monde. Nous partirons en Amérique du Nord en traitant du Canada et des États-Unis, afin de revenir sur une association de longue date qui serait en cours d'érosion. Cela nous permettra d'ailleurs de traiter de l'acteur qui remet en cause toutes les règles discursives incompréhensibles de la démocratie, le président actuel des États-Unis d'Amérique. Les discours ont-ils une influence sur les systèmes politiques ? Peuvent-ils vraiment les remettre en cause ? Les systèmes démocratiques ethno-centrés sont-ils d'ailleurs les seuls à fonctionner ?

Pour répondre à cette question, l'étudiant du CEU Jean Villand est intervenu. Ressortissant hondurien, il revient avec ses propres mots sur la situation au Salvador, pays voisin, où le système autoritaire permet de restituer aux habitants latino-américains une liberté longtemps oubliée. Pourtant, ce système n'a rien de démocratique. Alors la démocratie est-elle une composante nécessaire pour la liberté et la paix ? Peut-elle vraiment être considérée comme présente et reconnue comme le lien nécessaire aux alliances entre pays ?

Analyse : Comment l'administration Trump renforce-t-elle l'hypothèse d'un Canada européen ?

Après des décennies de conflits sanglants, Canada et États-Unis mirent un terme à leurs affrontements en 1846 par le traité de l'Oregon. Dès lors, les deux puissances se rapprochèrent puis commencèrent à collaborer. L'un des grands accomplissements de cette alliance est la formation de la première et plus sûre des communautés de sécurité*. Pourtant, en 2025, cette relation forte atteint un point de rupture. En proie à d'importantes divisions et réorganisations internes les uns ont investi un nouveau président tandis que les autres ont vu leur premier ministre démissionner, ces deux nations redéfinissent leurs relations internationales.

*Une communauté de sécurité est une région dans laquelle l'usage à grande échelle de la violence (tel que la Guerre) est devenu très improbable voire impensable. (Karl Deutsch, 1957)².

American Nightmare : Décadence des premier et deuxième amendements.

Un vent de chaos souffle sur les États-Unis. Près d'un an après l'élection du républicain Donald Trump, le pays est accablé par les contestations, crises et polémiques en tout genre. Ce 10 septembre 2025, le militant d'extrême

droite Charlie Kirk a été assassiné par un tireur d'élite. Ironie du sort pour celui qui défendait bec et ongles le droit au port d'armes à feu. Fier soutien du président et populaire pour ses idées ouvertement racistes, misogynes, climatosceptiques, [...] il incarnait le glorifié « free speech » américain. Sa disparition a suscité l'émoi de nombreux citoyens et politiques qui ont multiplié les hommages notamment le dimanche 21 septembre à Phoenix (Arizona)¹, avec la présence de Donald Trump mais aussi du vice-président du Rassemblement National Louis Aliot et d'autres leaders de partis conservateurs en Europe. L'extrême droite pense clairement avoir trouvé son Martin Luther King dans ce contexte de haine et de violence, une nouvelle étape a été franchie dans la progression de ce dangereux courant à l'international.

Plus tôt dans l'année, le 14 juin, c'est la présidente de la Chambre des représentants du Minnesota et démocrate Melissa Hortman qui a été assassinée par balle, victime d'un conservateur qui ciblait les personnes engagées en faveur du droit à l'avortement. « J'aurais mis les drapeaux en berne, si on me l'avait demandé » a déclaré Donald Trump quand on lui a exposé le contraste entre les hommages². Cette réaction, à deux poids deux mesures, confirme les doutes qui s'élèvent face à la gestion démocratique à géométrie variable de l'administration du 47ème président des États-Unis. A cela s'ajoutent

divers projets et lois qui suscitent la controverse et la stupéfaction à l'échelle planétaire. Les politiques migratoires en constituent un exemple évident, que ce soit par la déportation, la révocation de droits de séjour ou encore par l'obsession du mur à la frontière mexicaine. Aussi, des questions se posent quant au fonctionnement de la Cour Suprême. Cette dernière, composée de 6 juges républicains sur 9 au total, dont 3 nommés par Trump lors de son premier mandat, supposée être un important contre-pouvoir, s'avère être un allié de taille et un protecteur pour le président. Elle a notamment fait passer des actes sur l'immigration, l'avortement... contre la volonté de la majorité de la population³. Ainsi, l'Occident, historiquement démocratique, est scindé, d'un côté se trouve Donald Trump avare de coopération internationale, méprisant l'Union européenne et les autres pays en général, de l'autre ceux-là mêmes qui sont témoins de la dégradation de la puissance américaine.

America First : L'oncle Sam s'en retourne au protectionnisme.

Le slogan de Donald Trump est très clair, l'Amérique d'abord : ce qui compte, ce sont les intérêts des Américains et peu importe ce qu'il se passe ailleurs. Depuis le début du XXème siècle les États-Unis ont alterné entre interventionnisme (comme sous Woodrow Wilson ou George W. Bush) et isolationnisme⁴, ce que prône l'actuel président américain. Cependant, celui qui était avant tout homme d'affaires tend à être légèrement contradictoire. Il affirme dans sa campagne que les G.I. (nom donné aux soldats de l'armée américaine) resteront à la maison mais il promet également de trouver un accord de paix entre l'Ukraine et la Russie en moins de 24 heures. Il s'intéresse aussi au conflit israélo-palestinien, souhaite absolument jouer le rôle d'arbitre et garder une forte influence géopolitique dans le monde⁵. Pour ce qui est de la guerre entre les pays de Volodymyr Zelensky et Vladimir Poutine, après 10 mois de présidence Trump, aucun terrain d'entente n'a été trouvé...

En revanche, il y a un aspect sur lequel Donald Trump a bien tenu promesse : le protectionnisme, l'une des caractéristiques fortes de l'isolationnisme. Sur ce point, il a frappé fort depuis le début de l'année 2025. Chine, Union européenne, Mexique, Canada... Personne n'y échappe mais tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. La plupart ont réussi à obtenir des périodes de trêve, accordées par la Maison Blanche, afin de renégocier les taux faramineux imposés tant à l'importation qu'à l'exportation. Pour ce qui concerne l'Union européenne, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission, a signé un accord avec le président américain le 27 juillet dernier en Ecosse⁶, prévoyant une taxe de 15% sur

les produits européens exportés aux États-Unis. Bien que fort avantageux, ce consensus est moins ambitieux que ce que Donald Trump prévoyait au départ et moins contraignant que ce qu'il exige de ses voisins mexicains et canadiens à qui il reproche trop de laxisme face à l'immigration et aux trafics en tout genre

Le Canada membre de l'Union européenne : des caractéristiques et des directions compatibles

Le Canada a obtenu son indépendance le 1er juillet 1867 mais est resté par la suite proche du Royaume-Uni et par extension de l'Europe⁷. Les britanniques ne sont pas les seuls à avoir colonisé « le pays à la feuille d'érable », les français ont longtemps occupé la zone actuelle de Québec qui a conservé leur langage. A l'image de l'Union européenne, le Canada est un grand foyer multiculturel. Les deux entités partagent également des valeurs fondamentales, à l'origine de la déclaration Schuman du 9 mai 1950 se trouve la recherche d'une paix durable entre la France et l'Allemagne, que l'on peut retrouver dans la devise tripartite du Canada « Paix, ordre et bon gouvernement ». Par ailleurs, The Economist⁸ voit dans cette intégration des intérêts pour les deux parties : « L'Europe a besoin d'espace et de ressources. Le Canada a besoin de plus d'habitants »...



Conseil de l'Union Européenne - De gauche à droite, Ursula Von Der Leyen, Mark Carney, Antonio Costa

La relation entre le Canada et l'Union européenne est déjà bien existante, que ce soit par la coopération institutionnelle, des valeurs communes ou encore des relations commerciales. Depuis l'élection de Donald Trump cette alliance s'est d'ores et déjà renforcée. Les deux parties ont, entre autres, signé le 23 juin dernier à Bruxelles, un accord pour fortifier leur coopération en matière de défense et de commerce⁹. A cette occasion, le président du Conseil européen, Antonio Costa a déclaré : « Nous avons convenu de forger des liens encore plus forts [...] à un niveau de proximité sans précédent ».

A ses côtés, le premier ministre canadien, Mark Carney, a ajouté "En tant que pays non européen le plus européen, le Canada se tourne d'abord vers l'Union européenne". Si la question d'une adhésion ne se pose pas encore officiellement, le débat est ouvert chez les citoyens.

En février dernier, 44% des Canadiens se prononçaient favorablement, 34% étaient contre et 22% ne se prononçaient pas. Tout élargissement de l'Union européenne repose cependant sur des règles précises¹⁰. En vertu de l'article 49 du TUE, un État membre doit impérativement se situer sur le continent européen, c'est sur ce fondement que le Maroc a été rejeté dans les années 1980. En 1992, ce critère a été précisé « il s'agit d'une identité européenne regroupant des caractéristiques géographiques, historiques et culturelles communes », permettant ainsi l'adhésion de pays tel que Chypre en 2004, qui historiquement se situait en Asie. Dans le cadre du Canada, ce critère semble rédhibitoire et une candidature imposerait une révision des traités afin d'aboutir. A court terme, le Canada pourrait davantage se tourner vers le conseil de l'Europe pour renforcer ses liens avec le vieux continent.

Mathieu B. M2 CRPE

Donald Trump, maître du discours ?

Dans une société hyper médiatisée où l'attention se raréfie, il faut choisir sa façon de communiquer méticuleusement. Le monde politique recourt aux discours : qu'ils soient au cœur d'une campagne électorale ou d'une communication de crise, les analyses de ces derniers sont une discipline à part entière.

Une notion revient souvent dans l'étude des discours politiques : le leader charismatique. Selon Max Weber, cette forme d'adoration s'applique à une personne individuelle ainsi qu'à ses modèles sociétaux et à ses ordres de conduite. Dans la société contemporaine, souvent qualifiée de dysfonctionnelle, en manque d'autorité, on recherche une lumière, un phare allumé dans la nuit en fantasmant d'un retour à une société idéaliste, dont l'existence n'a jamais vraiment été confirmée. En surfant sur ces acquis ainsi que sur les techniques du marketing, les acteurs politiques et leurs discours se polarisent. Qui de mieux pour en témoigner que le président des États-Unis, Donald Trump ? Principal acteur du phénomène de personal branding de ce siècle, il s'agit de voir com

ment les discours prononcés par la figure du mouvement MAGA (Make America Great Again) s'approprient toutes les techniques du marketing personnel, en suivant des règles bien précises. Comment cet acteur principal de la scène américaine transforme-t-il ses discours en outils de rassemblement émotionnel et identitaire ?

La conquête de la majorité silencieuse par les émotions : construction d'une stratégie de communication.

Candidat du parti républicain depuis 2016, Donald Trump a accédé à une notoriété mondiale très rapidement. Que ce soit par l'importance des élections américaines sur le tableau géopolitique ou par l'impact de sa campagne, tous les regards se sont tournés vers le milliardaire fraîchement investi par le parti Républicain.

Or, dès ses premières interventions, on remarque une certaine façon de s'exprimer bien à lui et différentes de tout autre candidat. Il utilise un registre lexical différent : il est rentre dedans, utilise du langage familier et simpliste, voir cru. Ses discours sont longs, monosyllabiques, et en accord avec la façon dont son électorat s'exprime sur les réseaux sociaux. Des mots et expressions simples, des thèmes plus anxiogènes, des mots faciles à comprendre (« sad », « bad », « problem ») : il semble savoir exactement à qui s'adresser. Ses discours sont en réalité du sur-mesure. Son élection en 2016 bouleverse le monde et déclenche, semblerait-il, une nouvelle ère¹¹.

De retour en 2024, le milliardaire américain compte bien récupérer son titre en invoquant un principe majeur, celui de la « majorité silencieuse ». En effet, c'est une technique reprise par de nombreux dirigeants européens, qui permet de façonner une stratégie politique précise. Créer une opposition entre « eux » et « nous ». Se défaire de la minorité technocrate, qui gouverne aveuglément sans prendre en compte les avis du peuple : c'est le discours qui est organisé et préparé par Donald Trump et ses équipes. En se présentant comme le seul représentant du peuple, la seule personne qui peut comprendre leurs besoins, c'est autour de cette idée bien précise que Donald Trump axe ses discours¹². Cet antagonisme entre peuple et élite est communément désigné par le terme « populisme », qui selon Annie Collovald se définit comme « un appel au peuple lancé par un chef charismatique contre la politique institutionnalisée, accusée d'être corrompue et étatique »¹³. Dans le cas des États-Unis, ce sont ces personnes laissées en dehors d'une certaine modernisation économique et culturelle qui sont repêchées par cette idéologie. En utilisant des mots simples, en écartant les théories politiques, et en créant une nouvelle histoire facile à suivre, le mouvement MAGA crée un

sentiment de reconnaissance nécessaire à la nature humaine. La création d'une fidélité symbolique dépasse le cadre politique et accompagne un changement presque identitaire de l'habitant des États-Unis.



REUTERS/Jonathan Ernst

Analyse linguistique des discours de Donald Trump : la facilité de l'opposition.

« From the moment we take back the White House from Kamala Harris and sleepy Joe, I believe we're going to have the four greatest years in the history of our country. We're going to put our country back together. It's going to go fast ». Discours de Erie, Pennsylvanie, le 29 septembre 2024.¹⁴

L'opposition à une classe gouvernante élitiste se fait donc en conquérant les sentiments de cette « majorité silencieuse ». Pour se faire, il faut savoir où frapper. C'est une technique que les équipes de Donald Trump semblent maîtriser : adverbes, mots martelés et surnoms donnés aux adversaires, tout est fait pour produire un discours simple.

« Listen to these numbers though. These are the official numbers. These are certified numbers. Can you believe it? This isn't her with her bullshit. In total... She's a liar » Discours de Erie Pennsylvanie, le 29 septembre 2024.

Il existe un outil pour mesurer la complexité de n'importe quel texte : l'indice Coleman-Liau. Grâce à une enquête du journal Le Monde et d'Aurélien Amet, linguiste, on peut affirmer qu'en moyenne les discours de Donald Trump sont compréhensibles par un enfant de 9 ans, contre une moyenne de 14 ans pour Barack Obama et George W. Bush. La simplicité et la longueur des phrases est donc un outil utilisé pour viser une classe sociale qui se sent délaissée, souvent mal comprise et peu écoutée. Ces mots faciles à comprendre et à reprendre sont donc un point important : ils peuvent être réemployés. C'est la création d'un groupe politique, qui cette fois-ci, inclut les classes délaissées, les considère comme des Américains travailleurs, qui sont bons pour la nation et sa prospérité, mais qui sont en danger à cause des élites du gouvernement et de ce qu'elles permettent.

Donald Trump utilise des pronoms personnels comme nous, notre, et vous afin de créer ce groupe et cette impression de communauté politique unie : il positionne également ce groupe en parfaite opposition à « eux », « ils », le groupe des opposants. Il s'applique également à initier un sentiment de danger avec des mots très descriptifs comme « féroces », ou « piller ». Ces attaques sont très souvent tournées vers les ennemis du dit peuple : les immigrés¹⁵.

« If Kamala Harris wins this election, she will overwhelm Pennsylvania cities and towns with illegal immigrants and migrants and Pennsylvania will never ever be the same. » discours de Erie, Pennsylvanie le 29 septembre 2024.

En utilisant la peur comme technique émotionnelle, Donald Trump intensifie son discours. Tout en maintenant sa stratégie d'opposition du « bien » et du « mal », il assène des mots et des expressions qui font peur, et se place comme le seul serviteur qui permettra de résoudre le problème. Les démocrates détruisent, MAGA reconstruit. C'est de cette façon qu'il instrumentalise la peur pour convaincre. Pour ancrer l'opposition, il utilise de nombreux adverbes intensifieurs (beaucoup, très...) afin d'exprimer la force des adjectifs positifs ou négatifs selon le contexte et convaincre que sa position sur un sujet est la bonne.

Cela confirme la théorie du martèlement mise en place dans les discours du président, notamment en instaurant des surnoms qui sont répétés, et à force appris par tous. C'est un phénomène cognitif étudié par Aumyo Hassan et Sarah J Barber, qui permet d'évaluer l'impact de la fréquence de répétition sur la création d'une vérité illusoire. Plus un fait est répété, et plus il sera assimilé¹⁶ : c'est donc ce sur quoi repose toutes les capacités discursives de Donald Trump.

Pour conclure, il est important de rappeler que la démocratie veut un affrontement d'idées et de positionnements. N'est-il pas normal de vouloir gagner une élection par ses idées ? Les techniques de Trump et de ses homologues européens sont-elles seulement démocratiques ? Où placer le curseur entre politique et idéologie ? Entre manipulation et campagne politique ? L'art discursif du président des États-Unis se pose dans un contexte médiatique bien plus large qui met les émotions au-dessus de la raison. La démocratie se réinvente et s'adapte, ce qui se lit dans la transformation large des modes de communication politique.

El Salvador : La paix au prix de la peur.

Quelques repères

Taux d'homicides au Salvador : 1,9 pour 100 000 habitants en 2024 (Reuters, gouvernement salvadorien)

Arrestations depuis 2022 : environ 80 000 (Human Rights Watch)

Morts en détention : environ 400 (Amnesty International, HRW)

Taux de popularité de Bukele : 85 à 90 % (UCA, CID Gallup)

La paix par la poigne : Pourquoi le « modèle Bukele » fonctionne... et pourquoi il choque l'Europe ?

Dans les rues de San Salvador, les vendeurs ambulants ont ressorti leurs étals, les enfants jouent à nouveau au football sur les terrains des quartiers autrefois interdits, et les habitants sortent le soir sans regarder derrière eux. Pour beaucoup de Salvadoriens, la peur quotidienne a disparu. Et tous ou presque s'accordent à dire que ce changement porte un nom : Nayib Bukele.

Depuis trois ans, le président de 43 ans a fait de son pays, longtemps symbole de violence endémique, un laboratoire sécuritaire aussi efficace que controversé. Son pari : une guerre totale contre les gangs, quitte à suspendre les libertés fondamentales. Résultat : El Salvador affiche désormais l'un des taux d'homicides les plus bas du continent américain, autour de 1,9 pour 100 000 habitants en 2024, selon les données officielles relayées par Reuters et l'Associated Press¹⁷. Un chiffre presque inimaginable dans un pays qui, il y a dix ans, enregistrait plus de 100 meurtres pour 100 000 habitants.

Une réussite sécuritaire indéniable

L'« état d'exception », décrété en mars 2022 après une flambée de meurtres, a permis au gouvernement de déployer l'armée dans les rues et d'arrêter sans mandat quiconque est soupçonné d'appartenir à un gang¹⁸. En deux ans, plus de 80 000 personnes ont été arrêtées. Les prisons débordent, mais les chiffres de la criminalité s'effondrent.

À San Salvador (capitale du pays), les habitants té-

moignent d'un quotidien métamorphosé : « Avant, on ne pouvait pas sortir après 18 heures. Maintenant, on se promène librement », raconte Rosa, 36 ans, propriétaire d'un kiosque dans le quartier de Soyapango, longtemps considéré comme l'un des plus dangereux du pays.

Dans les transports, les extorsions ont presque disparu. Les petits commerces ouvrent à nouveau. La vie, dit-on, « a enfin repris ». Et dans les sondages, Bukele atteint des taux de popularité vertigineux : plus de 85 % d'opinions favorables selon l'Institut Universitaire d'Opinion Publique (UCA)¹⁹. Le président s'affiche en « sauveur » d'un peuple qui, après des décennies de guerre civile et de criminalité, goûte pour la première fois à la sécurité²⁰.

Le revers de la médaille

Mais cette sécurité retrouvée à un prix. Et vu depuis l'Europe, ce prix paraît exorbitant.

Les grandes ONG de défense des droits humains, Human Rights Watch, Amnesty International, ou encore Cristosal, décrivent une tout autre réalité : celle d'un pays où l'État a suspendu la présomption d'innocence. Les arrestations arbitraires sont légion. Des milliers de Salvadoriens ont été arrêtés simplement parce qu'ils portaient des tatouages, vivaient dans un quartier « sensible » ou avaient un cousin membre d'un gang²¹.

« Mon fils a été emmené un matin sans explication. On ne m'a jamais montré de mandat. Ça fait six mois qu'on attend qu'il passe devant un juge », confie Maria, mère d'un jeune homme de 22 ans arrêté à La Libertad. Selon les chiffres de l'ONG Cristosal, plus de 6 000 détenus auraient été libérés faute de preuves ; ce qui montre que la « guerre contre les gangs » frappe souvent au hasard.

Les conditions de détention sont inhumaines. Les cellules débordent, et plusieurs centaines de prisonniers, au moins 400 selon Human Rights Watch, seraient morts en détention depuis 2022. Les photos officielles de la « méga-prison » de Tecoluca, présentée comme un modèle de fermeté, montrent des milliers d'hommes torsés nus, menottés, têtes rasées et entassés au sol. Ces images, fièrement diffusées par le gouvernement, ont fait le tour du monde. Elles choquent une Europe attachée à la dignité des prisonniers, mais séduisent une partie de l'Amérique latine, lassée de l'insécurité²².

Une efficacité incontestable, une morale discutable. D'un point de vue strictement pragmatique, le modèle Bukele fonctionne : les gangs, affaiblis, n'ont plus la même emprise territoriale. Les homicides chutent, la population respire, l'économie de rue reprend. Les observateurs reconnaissent une rupture majeure avec les décennies précédentes, marquées par l'impuissance des gouvernements successifs²³.

Mais d'un point de vu européocentré, la méthode choque. Suspendre les libertés publiques indéfiniment, marginaliser la justice et museler la presse ne peut être qu'une victoire à la Pyrrhus. Ce qui inquiète Bruxelles et les défenseurs des droits, c'est moins la lutte contre le crime que la tentation autoritaire qu'elle dissimule.

Depuis 2021, Bukele a destitué plusieurs magistrats de la Cour suprême, placé des proches à la tête du parquet, et réduit au silence une partie de la presse indépendante. « La sécurité est devenue la nouvelle religion nationale », résume José Miguel Cruz : sociologue et directeur de la recherche sur la criminalité et la violence, de l'université UCA, « mais c'est une foi qui s'échange contre les libertés »

Entre admiration et effroi

Dans les rues de San Salvador, rares sont ceux qui osent critiquer ouvertement le président. « Si on parle trop, on devient suspect », souffle Julio, étudiant en sociologie. D'autres, plus fatalistes, assument leur soutien : « Je préfère vivre dans un pays autoritaire que mourir dans un pays libre », lâche un chauffeur de bus.

Cette phrase résume toute l'ambiguïté du phénomène Bukele : un dirigeant acclamé par son peuple pour avoir mis fin à la terreur des gangs, mais critiqué par le reste du monde pour avoir instauré un régime quasi totalitaire. Pour les Européens, habitués à mesurer la qualité d'un État à son respect du droit, le modèle salvadorien interroge. La sécurité peut-elle justifier la suspension de la justice ? L'efficacité efface-t-elle l'illégalité ? L'Europe, qui se veut gardienne des valeurs démocratiques, observe El Salvador avec fascination et inquiétude, consciente que cette tentation sécuritaire n'est plus si lointaine.

Paul A. M2 CRPE

Témoignage : Amérique centrale, vivre ou survivre ?

Imaginez ; vous sortez le matin, vous dites au revoir à vos proches, avec la peur au ventre, car vous ne savez pas si vous allez les revoir... ou, si eux, vont vous revoir. A ce jour tout hondurien et tout salvadorien a été confronté au meurtre d'un proche.

Ayant vécu en Amérique centrale, je porte sur cette réalité un regard lucide et attristé. La collusion entre gangs et politique n'est pas un phénomène ponctuel, mais le fruit de décennies de violence, d'impunité et de pauvreté. Les frontières entre l'État et le crime organisé sont

floues : certains coopèrent par intérêt, d'autres par nécessité, et beaucoup simplement pour survivre, soumis à une loi parallèle imposée par les *maras* (les gangs). Ce climat d'insécurité entretient un cercle vicieux : plus la criminalité pénètre le pouvoir, plus la population perd confiance en ses institutions et surtout dans sa police, et là le changement semble impossible.

Je comprends donc la logique de fermeté adoptée par le président Nayib Bukele. Il serait bien sûr difficile de le mesurer, mais connaître le nombre de vies innocentes sauvées depuis 2022 serait révélateur. Sa politique de tolérance zéro a redonné à de nombreux habitants un sentiment d'ordre et d'espoir. Car, dans ce pays martyrisé, la question qui se pose est celle de l'intérêt commun : Doit-on sacrifier tout un pays par peur de restreindre temporairement certains droits ?

Les *maras* ne sont pas des gangs de cinéma : il n'y a rien de romantique ni de glorieux dans leurs crimes. Leurs dirigeants sont plus proches de Klaus Barbie que de Marlon Brando dans « le Parrain ». La démarche est froide, cruelle et mécanique.

À la différence du Honduras, le gouvernement salvadorien affirme obtenir des résultats grâce à cette politique ; mais les questions relatives à l'État de droit et aux libertés fondamentales demeurent ouvertes et c'est avec lucidité qu'il faut observer cette évolution car il y a un équilibre fragile entre autorité nécessaire et respect des droits fondamentaux.

Mais, aujourd'hui, on peut marcher en sécurité dans les rues du pays, ce qui peut sembler anodin en Europe, mais qui, là-bas, relevait d'un luxe réservé aux quartiers fortifiés des élites, ou aux criminels les plus puissants.

Ayant vécu dans la peur quotidienne, et vu d'innombrables familles pleurer un proche parti à cause de l'injustice, je reconnais que la sécurité est la première condition de toute liberté, et le fondement même du respect des droits de l'Homme. Car en Amérique centrale, espérer la paix n'est pas un luxe moral, mais une urgence vitale. Hobbes écrivait déjà il y a plusieurs siècles « Pendant le temps où les hommes vivent sans un pouvoir commun qui les tienne tous en respect, ils sont dans cette condition qu'on appelle guerre [...] et la vie de l'homme est solitaire, pauvre, méchante, brutale et courte ». Ces mots décrivent pourtant encore la réalité de nombreuses régions d'Amérique centrale, où l'ordre et la loi demeurent fragiles et la peur omniprésente.

Malgré tout, j'ai foi en une nouvelle génération, plus éduquée, moins tolérante à la corruption, capable de reconstruire une société libérée de la peur et de la violence.

Jean Viland. M2 CRPE

Analyse de la situation démocratique en Europe

Dans un monde politique aux institutions et aux personnalités de plus en plus déconnectées de leurs populations, mettant au centre des décisions cruciales des problématiques secondaires, nous avons choisi de montrer à travers quatre articles, un état de la situation démocratique mondiale, en passant du marché de la drogue à la méconnaissance du système élitiste et de ses institutions.

À travers nos travaux, nous nous posons la question : démocratie réelle ou fictive ? La cartellisation de l'Europe met-elle en valeur le danger d'une organisation sous-jacente, ou la fragilité des réglementations européennes ? Et cette forme d'organisation constitue-

Droque en Europe, l'économie souterraine qui se cartelise.

Le trafic de drogue atteint aujourd'hui en Europe des niveaux sans précédent, imposant à nos démocraties un combat quotidien. Ce phénomène ne se limite pas aux affrontements meurtriers entre réseaux criminels ou aux graves conséquences sanitaires liées à la consommation. Il alimente également une corruption croissante touchant magistrats, policiers et, plus largement, les institutions chargées de garantir l'ordre public. La notion de « cartellisation » de l'Europe traduit ainsi la crainte de voir émerger un modèle similaire à celui observé en Amérique latine. Avec la libre circulation au sein de l'espace européen, les organisations criminelles disposent désormais d'opportunités accrues pour mener des transactions transfrontalières à grande échelle, à moindre risque, faisant de la lutte contre les stupéfiants un enjeu à la fois français et pleinement européen.

L'Europe est en train de devenir un hub mondial du trafic de stupéfiants. Longtemps perçu comme un problème périphérique, le marché de la drogue sur le continent a pris une ampleur inédite. Selon le rapport 2023 d'Eurojust²⁴, la moitié des réseaux criminels les plus dangereux en Europe sont aujourd'hui impliqués dans le trafic de stupéfiants. Ce constat s'appuie sur une hausse constante des saisies : plus de 323 tonnes de cocaïne ont été interceptées dans l'Union européenne en 2022, contre 303 tonnes en 2021, selon l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (EMCDDA, désormais EUDA)²⁵.

rait-elle un modèle alternatif à la démocratie ? Comment les institutions européennes peuvent-elles se considérer proches des citoyens quand elles sont perçues comme oligarchiques ?



Crédits : GRAS GRÜN

Derrière ces chiffres, une réalité : la drogue est devenue un moteur économique parallèle. Le seul marché du cannabis pèserait plus de 12 milliards d'euros par an, et celui de la cocaïne plus de 11 milliards. Ces montants dépassent le PIB de certains États européens. Eurojust estime que le crime organisé tire 139 milliards d'euros de profits annuels, dont une large part provient du narcotrafic. Les ports européens, notamment Rotterdam, Anvers et Hambourg, sont devenus les points d'entrée principaux de cette manne illicite²⁶. D'après une étude publiée par le Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP), plus de 1 826 tonnes de drogues illicites ont été interceptées dans les ports européens entre 2019 et 2024, dont près de 70 % directement à quai. Les saisies spectaculaires se multiplient : 8 tonnes à Anvers, 6 à Rotterdam, 3 à Hambourg. Mais malgré ces records, le marché continue de croître.

La « cartellisation » de l'Europe

On parle de plus en plus de « cartellisation » du continent. Si le mot évoque les structures hiérarchiques des cartels latino-américains, il décrit ici une mutation : les réseaux européens adoptent des logiques d'entreprise.

Les organisations criminelles ne se contentent plus d'importer et de revendre. Elles se structurent verticalement, investissent, blanchissent, corrompent. L'Europol observe ainsi que 68 % des réseaux criminels identifiés utilisent la violence et la corruption comme modes opératoires principaux, et qu'ils s'infiltrent dans les économies légales : restauration, transport, immobilier, logistique portuaire.

Le « modèle » balkanique, très implanté sur les routes de la cocaïne, illustre cette évolution. En juin 2024, Europol

et la Guardia Civil ont démantelé un cartel d'Europe du Sud-Est responsable de l'importation de plusieurs tonnes de cocaïne depuis l'Amérique du Sud, via l'Afrique de l'Ouest et les Canaries. Le groupe disposait de bateaux, de sociétés écrans et de relais financiers en Espagne, en Belgique et aux Pays-Bas, un fonctionnement digne des cartels mexicains, mais à l'échelle européenne²⁷.

Selon un rapport de l'EMPACT²⁸ (European Multidisciplinary Platform Against Criminal Threats), 197 tonnes de drogues ont été saisies en 2023 dans le cadre d'opérations coordonnées au niveau européen, soit une hausse de 30 % en un an. Ces chiffres ne traduisent pas seulement une intensification du trafic : ils révèlent une professionnalisation du crime organisé, qui s'appuie sur la mondialisation logistique, les ports surchargés et les failles dans les contrôles douaniers.

La demande reste élevée. Environ 22 millions d'Européens ont consommé du cannabis au cours de la dernière année, et 3,7 millions de la cocaïne. Les drogues de synthèse connaissent, elles aussi, une croissance rapide : MDMA, kétamine, méthamphétamines circulent désormais largement dans les soirées étudiantes et les festivals.

Les prix, en France notamment, sont historiquement bas : la cocaïne y est à son plus bas niveau depuis 2014, selon Le Monde (mars 2025)²⁹. Cette accessibilité, conjuguée à la montée du commerce sur les réseaux sociaux et le dark web, favorise une consommation plus diffuse, moins visible mais plus constante. La montée de cette économie parallèle n'est pas sans conséquence. Dans plusieurs métropoles européennes, la criminalité liée à la drogue s'intensifie.

À Marseille, à Bruxelles, à Amsterdam, les règlements de comptes se multiplient. Eurojust estime que près de la moitié des homicides en Europe ont un lien direct avec le trafic de stupéfiants.

Les institutions ne sont pas épargnées : la corruption touche jusqu'aux employés portuaires et aux douaniers. « Les réseaux criminels investissent dans la logistique légale, ce qui rend difficile la distinction entre argent propre et argent sale », déplore un rapport d'Eurojust publié en 2024.

Côté santé publique, les autorités s'inquiètent d'une explosion des overdoses et d'une hausse de la pureté des produits. Le rapport 2024 de l'EMCDDA note que la cocaïne saisie atteint désormais des taux de pureté supérieurs à 70 %, et que de nouvelles substances synthétiques plus puissantes apparaissent chaque mois.

Nancy : le trafic à l'échelle locale

Si ces dynamiques semblent globales, elles se traduisent aussi localement. Nancy, capitale du sud de la Lorraine, illustre la façon dont la criminalité organisée irrigue les villes moyennes françaises.

Les forces de l'ordre y démantèlent régulièrement des réseaux aux ramifications internationales.

En 2022, une vaste opération menée dans le quartier du Haut-du-Lièvre a permis la saisie de 133 000 € en liquide, 18,6 kg de résine de cannabis et une arme, selon L'Est Républicain³⁰.

L'année suivante, la Juridiction interrégionale spécialisée (JIRS) de Nancy a démantelé un trafic estimé à 16,5 millions d'euros de drogue, reliant la région Grand-Est à la Belgique et à l'Espagne.

En mars 2024, un autre réseau basé entre Nancy, Laxou et Metz a été neutralisé : 8,9 kg d'héroïne, 2,2 kg de cocaïne, 8,4 kg de cannabis ont été saisis, rapporte ICI Nancy³¹.

La préfecture de Meurthe-et-Moselle dénombre encore une vingtaine de points de deal actifs dans le Grand Nancy. Le phénomène se banalise, y compris en centre-ville. « Ils ne sont pas très discrets », témoignait un commerçant dans France Bleu Sud Lorraine, décrivant des ventes en plein jour, à quelques mètres des passants.³²

Pour les autorités locales, la difficulté réside dans la perméabilité entre micro-traffic et réseaux structurés. Les produits viennent souvent de la même chaîne logistique que ceux destinés aux grandes métropoles. Nancy n'est plus un simple point de vente, mais un maillon du réseau européen de distribution.

Face à cette économie parallèle, l'Union européenne tente de réagir. Des opérations conjointes entre Eurojust, Frontex et Eurojust visent à renforcer les contrôles portuaires, la traçabilité des conteneurs et le partage de renseignements³³.

Mais les trafiquants, eux, s'adaptent plus vite : ils utilisent des sociétés-écrans, des navires « fantômes » et des technologies de communication cryptées.

La réponse ne peut donc pas être uniquement répressive. La prévention, la coopération judiciaire et la politique de santé publique deviennent aussi stratégiques.

Car au-delà des chiffres, c'est une économie souterraine de plusieurs dizaines de milliards d'euros qui s'enracine au cœur de l'Europe³⁴. Et comme le reconnaissait récemment un haut responsable de la Commission européenne : « Ce que nous voyons aujourd'hui, c'est une véritable cartellisation de l'Europe. »

Le dysfonctionnement du Parlement, portrait d'une institution mal comprise.

Entre Strasbourg et Bruxelles, des députés traversent la Grande Région tous les mois : trois bâtiments, vingt-quatre langues, un hémicycle souvent vide, le Parlement européen est à la fois fascinant et déroutant. L'institution qui a pour but de donner une voix aux citoyens européens est souvent considérée comme impuissante. Ses centaines de députés, ses groupes politiques ou encore son rôle, restent flous et peu compréhensibles. Cette institution qui se veut pourtant foncièrement représentative et démocratique peine à être reconnue comme la voix de l'Union Européenne. Il s'agit donc de faire le portrait de cette dernière et de ses problèmes afin de comprendre son positionnement dans l'Union Européenne.

Le Parlement européen : voix démocratique trop technique ?

Il faut rappeler qu'au début de la construction européenne, le projet avait une ambition foncièrement scientifique. Les passions politiques, perçues comme responsables des conflits mondiaux, devaient être bannies : une institution élue par les citoyens n'était donc pas dans les cartes. Cependant, des États membres ont requis une présence parlementaire et un comité a été créé avec des pouvoirs très restreints³⁵.

Depuis, le parlement européen n'a cessé d'augmenter ses pouvoirs, en passant par l'année cruciale de 1979, qui lui a permis de s'octroyer une légitimité démocratique.

Élu au suffrage universel direct, le parlement joue toujours un rôle consultatif mais représente directement les citoyens.

Grâce aux réformes successives des traités, le parlement européen gagne du poids : Amsterdam (1997) et Lisbonne (2007) lui donnent un rôle de co-législateur.

Aujourd'hui, les compétences du Parlement Européen sont législatives et budgétaires. Il partage son pouvoir avec le Conseil de l'Union Européenne grâce à la procédure législative ordinaire. Il peut donc modifier, approuver et bloquer une proposition de la Commission. En théorie, une décision ne peut donc être acceptée sans l'accord parlementaire.

Le Parlement possède également un droit de veto et un droit d'initiative de demande à la Commission européenne, pouvoir exécutif.

L'institution démocratique contrôle également le pouvoir exécutif que représente la Commission, avec des possibilités de censure et un rôle majeur dans l'investiture de cette dernière³⁶.

La lisibilité démocratique passe par l'élection de quelque 720 députés européens, tous issus des 27 États membres de l'Union européenne.

Chaque État membre possède un quota de députés européens correspondant à la densité de sa population. Les députés sont divisés en 8 groupes politiques et font tous partie de commissions permanentes à Bruxelles afin de travailler sur des sujets particuliers (agriculture, affaires étrangères, budget, santé publique...). Ils sont donc élus au suffrage universel direct, sur un système de liste, et représentent les affiliations politiques des citoyens européens.

Cependant, les analyses et les sondages placent les élections européennes à un second plan de la vie politique des États membres de l'UE. Pourquoi cette institution à intention démocratique est-elle rejetée par les citoyens ?

Crédits : Frédéric Köberl



En pratique : affaiblissement de l'institution par son instrumentalisation

En 2024, 51,4% des Français ont voté pour les élections européennes, chiffre en hausse depuis les 20 dernières années³⁷.

En comparaison, les élections présidentielles françaises de 2022 ont appelé 73,69% des français pour le premier tour.

Certains présentent les élections européennes comme des élections de mi-mandat : on donne la confiance au dirigeant du pays et à son parti, ou pas. On nationalise le scrutin en faisant campagne sur des sujets nationaux ou peu européens, et donc, aucune confiance ou connaissance des députés européens ne peut se construire. La prise de conscience d'une nécessité européenne n'est réservée qu'aux classes les plus aisées³⁸.

Alors que l'institution se veut démocratique et représentative, le Parlement européen n'est pas une priorité citoyenne.

La vision de Bruxelles reste malgré tout très technocratique et lointaine, et ne permet pas, dans la plupart des cas, une familiarisation ou une reconnaissance des députés européens. Les institutions européennes restent distantes, pour la plupart localisées à Bruxelles, où les habitants ne ressentent pas non plus de grande proximité avec ces dernières³⁹.

De plus, le Parlement européen ne possède pas l'initiative législative, qui reste à la Commission. Elle compose donc avec le Conseil de l'Union européenne qui est, lui, composé des ministres de chaque Etat, ce qui mène souvent à des compromis. On peut en effet imaginer le poids des États membres dans une négociation. La prise de décision au niveau européen se fait majoritairement au niveau de compromis : on peut notamment penser à la procédure du « trilogue », technique mise en place dès les premiers instants de la négociation pour arriver plus rapidement à un accord. Les institutions recourent à cette méthode pour arriver rapidement au travers d'un processus informel où des représentants du Parlement, du Conseil de l'UE et de la Commission négocient en petit comité.

Entre absentéisme récurrent et scandales de corruption comme le Qatargate en 2022, la confiance envers les élus européens reste fragile⁴⁰.

Pour conclure, le Parlement européen est une institution avec un pouvoir grandissant mais qu'il ne sait pas forcément maîtriser. Aucune décision prise par le Parlement ne s'applique directement dans les États membres,

la fonction de mise à l'agenda étant peu utilisée, et les scandales de corruption ainsi que les affaires nationales brouillent cette conscience européenne qui pourrait se former. Malgré tout, on remarque une hausse dans la participation aux élections européennes, prouvant un intérêt pour ces politiques difficiles d'accès. Cette institution représente donc les contradictions européennes, entre démocratie et technocratie.

Emel A. M2 CRPE

Analyse : La méconnaissance d'un système régi par les élites.

Dans l'imaginaire collectif, l'Union européenne incarne l'idéal démocratique moderne : celui d'une coopération pacifique entre États, fondée sur la liberté, la solidarité et l'alliance commerciale. Pourtant, à mesure que les crises politiques et économiques s'enchaînent, cette image se détériore...

Derrière les grands principes démocratiques de l'Union s'impose une réalité plus nuancée, celle d'un système où le pouvoir échappe peu à peu au contrôle des citoyens pour se concentrer entre les mains d'une minorité d'élites technocratiques. Une oligarchie européenne, discrète mais efficace, semble ainsi s'être installée au cœur de nos institutions pour beaucoup d'entre nous...

Une démocratie d'apparence

Sur le papier, l'Union européenne fonctionne selon des principes démocratiques : un Parlement élu au suffrage universel, une Commission censée incarner l'intérêt général, un Conseil où siègent les représentants des États membres... En pratique, les décisions se prennent dans un entrelacs institutionnel, souvent opaque pour le citoyen. En effet, peu comprennent réellement comment sont adoptées les directives, qui influencent les choix économiques, ou encore pourquoi certains lobbyistes disposent d'un accès privilégié aux décideurs.

D'ailleurs, selon le sondage réalisé dans le cadre de ce Vox, nous comptons presque une cinquantaine de répondants -pourtant a priori acquis à la cause européenne- : à la question « Vous sentez-vous bien représenté(e)s au niveau européen ? » nous constatons environ une dizai-

ne de « oui » contre environ une trentaine de « non ». Ces réponses sont accompagnées de justifications, nous pouvons alors lire que les citoyens ont le sentiment de ne pas être bien représentés au niveau européen, non pas en raison du nombre de députés français, mais parce que les affiliations politiques et les décisions prises à Bruxelles paraissent trop éloignées des réalités nationales et des préoccupations du quotidien ; les institutions sont perçues comme complexes, peu transparentes et dominées par des logiques technocratiques ou économiques qui ne reflètent pas suffisamment la diversité des opinions citoyennes.

Enfin, selon le même sondage, plus des trois quarts des répondants ont répondu « non » à la question suivante : « Vous sentez-vous assez informé(e)s par rapport aux décisions prises par les institutions européennes ? », nous avons donné comme exemple les accords Mercosur.

Cette méconnaissance du système n'est pas anodine : elle entretient la distance entre gouvernés et gouvernants, et affaiblit le sentiment d'appartenance démocratique. Lorsque les citoyens ne savent plus qui décide, ils cessent de se sentir concernés. La démocratie devient alors un théâtre dont ils ne sont plus que les spectateurs passifs. Par exemple, par rapport au sondage évoqué précédemment, 38,6% des répondants considèrent que leur vote n'est pas utile.

L'oligarchie douce des élites européennes

Cette dérive élitiste trouve son origine dans la logique économique qui sous-tend la construction européenne. L'Union s'est bâtie sur la promesse de prospérité et de stabilité, mais au fil des décennies, le politique s'est effacé derrière l'économique. Les grandes orientations sont souvent dictées par des impératifs de marché, par la recherche de compétitivité ou par le respect de critères budgétaires imposés. Le chercheur Éric Dacheux, lors d'un entretien auprès des élèves du CEU le 3 novembre 2025, résume cette tendance en une formule percutante : « Nous sommes dans un régime totalitaire, non pas gouverné par le politique mais par l'économie. »

À cela s'ajoute une transformation subtile des rapports de pouvoir. Les institutions européennes ne sont plus des lieux de délibération démocratique, mais des espaces de gestion technico-financière. Dans ce contexte, les libertés d'expression, de la presse et du droit à l'information sont menacées par une concentration médiatique notamment avec le rachat de plusieurs médias par

des hommes d'affaires d'extrême droite. (Cf page 19 (« 5 questions à Géraud Bouvrot, journaliste à l'Est Républicain »).)

Cette privatisation de l'information crée une opinion publique malléable et sous influence, plus façonnée par des intérêts économiques et politiques, que par un réel pluralisme. L'information n'éclaire plus le citoyen, elle le dirige. La concentration médiatique participe alors à ce qu'Éric Dacheux dénonce : « un pouvoir exercé non par le peuple, mais par ceux qui détiennent le capital et la capacité d'influencer les récits collectifs ». ⁴¹

La Vague : quand la démocratie se dissout dans l'obéissance

Cette dépossession progressive du pouvoir par les citoyens rappelle, dans une certaine mesure, le scénario du roman *La Vague* de Todd Strasser paru en 1981. Dans ce récit, inspiré d'une expérience réelle menée dans un lycée américain, un professeur montre comment un groupe peut sombrer dans l'autoritarisme sans même s'en rendre compte. Sous couvert de discipline et d'efficacité collective, les élèves se laissent séduire par la promesse d'un ordre nouveau, jusqu'à renoncer à leur esprit critique.

Ce parallèle éclaire les dérives possibles d'une démocratie qui se croit protégée. Dans *La Vague*, la dictature s'installe non pas par la force, mais par l'adhésion inconsciente à un système présenté comme nécessaire. De la même manière, les citoyens européens, confrontés à la complexité institutionnelle et à la domination du discours économique, peuvent finir par se résigner. L'autorité des institutions et des lobbys influents, devenue indiscutable, s'impose sans contestation ⁴².

L'autoritarisme masqué : la mise en garde de Jean-Claude Monod

Le philosophe Jean-Claude Monod a analysé cette tension entre démocratie et autorité. Pour lui, les sociétés modernes peuvent glisser vers des formes d'autoritarisme discret, qui ne s'imposent pas par la violence mais par la légitimité de leurs institutions. Il interroge la manière dont le pouvoir, au nom de la stabilité et de la compétence, peut se soustraire à tout contrôle populaire. « [...] l'autoritarisme n'est voué à notre sens à s'imposer partout sans encombre au prétexte que, dit-on, les peuples seraient prêts à sacrifier leur liberté pour une plus grande sécurité [...] ». « Ce ne sont pas les vecteurs tra-

ditionnels de l'autorité, comme l'armée, l'État ou l'Église, qui sont mis en avant, mais bien l'appétit individuel pour une liberté sans règle et une domination sans fard qui s'exerce au profit de celui qui les détient ». Il est l'auteur de ce chapitre intitulé « Autoritarisme » dans le livre de Didier Fassin paru en 2022 intitulé « La société qui vient »⁴³.

Cette réflexion trouve un écho direct dans le fonctionnement de l'Union européenne. Sous couvert de bonne gouvernance et de neutralité politique, elle met parfois en œuvre des mécanismes décisionnels qui échappent totalement au débat public. Ce n'est plus l'autoritarisme classique, fondé sur la contrainte, mais une forme d'autorité structurelle : un système où les élites décident pour le « bien commun », sans réelle participation du peuple.



Credits : Fred Moon

Repenser la démocratie européenne

Face à cette dérive oligarchique, il devient urgent de repolitiser l'Europe. Tant que les citoyens se sentiront exclus des processus décisionnels, la démocratie européenne demeurera un idéal abstrait. L'enjeu n'est pas seulement de réformer les structures, mais de réhabiliter la compréhension et la participation : que chaque citoyen puisse comprendre les logiques à l'œuvre derrière les décisions qui le concernent.

Car une démocratie que l'on ne comprend plus est une démocratie en sursis. Et si l'Union européenne veut continuer à se présenter comme le dernier étendard de la démocratie, elle doit d'abord redevenir un espace où le pouvoir ne se cache pas derrière les chiffres, les traités et les élites mais se vit, s'exerce et se partage.

Dès lors, une question s'impose : l'Union européenne défend-elle encore la démocratie, ou en orchestre-t-elle la mise en scène ? Si elle veut demeurer autre chose qu'un

espace de normes et de marchés, elle devra renouer avec le sens premier du mot « démocratie » : le pouvoir du peuple, pour le peuple.

Lola F. M2 CRPE

Focus : La manipulation des médias par l'extrême droite.

L'Europe, façonnée depuis des siècles par des mouvements migratoires multiples, reste aujourd'hui une destination majeure pour celles et ceux qui fuient les conflits ou cherchent une vie plus sûre, mais aujourd'hui l'accueil des migrants est devenu un enjeu politique central dans la polarisation des débats, lié aux discours xénophobes encouragés par l'extrême droite.

La peur des immigrés et des étrangers relève souvent d'une xénophobie entretenue, d'un manque d'informations, mais surtout d'une manipulation des chiffres. On entend souvent parler du "grand remplacement"⁴⁴, une idée de la substitution des populations européennes « de souche » par des populations immigrées, principalement du continent Africain⁴⁵. Ce terme s'accompagne souvent de chiffres décadents : dans un article du média Frontières⁴⁶, des chiffres sont balancés les uns après les autres, donnant au lecteur une impression de surplus, de surcharge. Si on les compare au rapport du ministère de l'Intérieur de 2022 sur l'immigration⁴⁷, le chiffre « 316 740 immigrés légaux » s'explique par l'accueil des ukrainiens, une hausse de l'immigration professionnelle et économique, la délivrance de titres « étudiants » (premier motif de délivrance de titres de séjour depuis 2021). Sortis de leur contexte, ces chiffres construisent un sentiment de menace qui n'existe pas dans les faits.

Cette distorsion nourrit délibérément la peur et alimente des programmes politiques fondés sur le rejet, en faisant porter aux étrangers la responsabilité de l'insécurité économique ou sociale actuelle bien qu'elles ne leur soient pas directement liées. Une telle instrumentalisation des données fragilise la démocratie : elle désinforme, polarise le débat public et légitime des politiques qui restreignent les droits fondamentaux au nom d'un danger fictif. Il est important de mettre en lumière les dangers qui représentent la manipulation des données et des médias par l'extrême droite, aujourd'hui déjà mise en place dans de nombreux pays, représente un danger pour notre démocratie. Une question se pose : quel avenir pour la démocratie quand la manipulation devient un outil politique central.

Maeva H. M2 CRPE

La démocratie est-elle dystopique ?

Dans ce numéro, nous avons analysé la démocratie et ses déficits sous toutes les coutures, égalité, liberté, pouvoir du peuple... ces grands principes qui, paraît-il, brillent toujours quelque part sous la poussière. Il faut dire qu'au XXI^{ème} siècle, entre la dépendance technologique, la surveillance généralisée et l'information qui circule plus vite que le sens critique, le citoyen moderne navigue dans un décor qui rappelle parfois, par pur hasard, les dystopies du Meilleur des Mondes ou de 1984. Des œuvres écrites pour nous mettre en garde... et qui servent aujourd'hui de mode d'emploi à certains, de miroir à d'autres.

Oscillant entre oligarchie assumée et démocratie de façade, nos sociétés dévoilent leurs fragilités : manipulation douce, contrôle discret, servitude volontaire : une ambiance qui ferait presque sentir Orwell et Huxley chez eux. Dans ce dossier, une analyse littéraire éclaire ces parallèles troublants, tandis qu'un second article s'aventure à envisager que pour préserver la démocratie, certains seraient prêts à lui offrir un encadrement... disons très ferme. Après tout, dans un monde où chacun redéfinit les principes démocratiques à sa convenance, pourquoi pas ?

Aujourd'hui, la démocratie change de visage selon le pays ou l'humeur du dirigeant. Pendant que le pouvoir se concentre entre les mains d'une minorité, la majorité continue de défendre un modèle qui pourtant se métamorphose sous ses yeux. Comment sauver ce modèle ? Sauver le monde, rendre le pouvoir au peuple ? L'Union européenne, égale à elle-même, promet une décision pour 2040. Elle a déjà dégainé son arme la plus puissante : un rapport de 472 pages. Et nous étudiants, plus modestement, un Vox de 25 pages.

Analyse littéraire.

Le Meilleur des Mondes et 1984.

Dans un monde où l'individualisme et l'isolement effacent doucement la place centrale de la démocratie au sein de nos sociétés, les dystopies restent un miroir critique de notre réalité.

Deux œuvres souvent mises dos à dos illustrent parfaitement et indirectement un futur risqué pour notre monde contemporain. Il s'agit du *Meilleur des Mondes*, d'Aldous Huxley⁴⁸ et de *1984* de George Orwell⁴⁹. Ces deux

œuvres sont souvent mises en parallèle car elles explorent deux formes complémentaires de menace : l'une par le confort et la passivité, mais aussi l'ignorance (*Le Meilleur des Mondes*), l'autre par la peur et la coercition (*1984*). À travers une analyse littéraire, une question se pose alors : en quoi peut-on dire que les deux auteurs ont été avant-gardistes concernant les années 2020 et comment mettent-ils en scène l'oppression de l'individu pour questionner les fondements de la démocratie ?



Crédits : www.utopie-sombre.com

Dans *Le Meilleur des Mondes* (1932), Aldous Huxley décrit une société où le contrôle social ne repose pas sur la répression mais sur le plaisir, le confort et la consommation. Les individus sont conditionnés dès la naissance pour accepter leur rôle et pour rester obéissants, divertis et satisfaits. La culture et la pensée critique sont neutralisées, rendant quasiment impossible toute remise en question de l'ordre établi. Ce livre montre une forme subtile de domination, qui repose sur la séduction du système, la passivité des individus et met en garde contre une société où la liberté disparaît par consentement plutôt que par contrainte...

Dans *1984* (1949), George Orwell imagine au contraire un régime totalitaire où le contrôle s'exerce par la force. La surveillance permanente, la manipulation de l'information et la répression de toute dissidence montrent comment l'État peut annihiler toute liberté individuelle. Là où Huxley montrait un pouvoir doux mais insidieux, Orwell décrit un pouvoir brutal et oppressant. Cette vision dictatoriale met en garde contre les dérives politiques et les dangers qui menacent nos démocraties fragiles, comme la manipulation des faits ou encore la suppression des libertés civiles.

Par conséquent, Huxley imagine une domination douce qui s'exerce par la satisfaction des désirs, le confort et le conditionnement, tandis qu'Orwell décrit une oppression brutale et fondée sur la peur. Nous retrouvons deux stratégies narratives différentes : Huxley adopte un ton presque ironique et dystopique subtil, soulignant la passivité volontaire des hommes, alors qu'Orwell utilise un style sombre et oppressant pour rendre tangible la terreur d'un potentiel totalitarisme.

L'opposition entre Huxley et Orwell⁵⁰ se retrouve également dans leurs choix stylistiques et narratifs, qui renforcent la portée de leurs dystopies. Aldous Huxley adopte un ton ironique et presque léger, utilisant des descriptions détaillées de technologies et de loisirs pour souligner le caractère inquiétant d'une société où la manipulation se fait par le plaisir, le consentement, le conditionnement (« Tout le monde appartient à tout le monde »).

Cette ironie permet au lecteur de percevoir la gravité du contrôle social derrière une apparente normalité et un apparent confort. Quant à George Orwell, l'auteur emploie un style sombre et oppressant, renforcé par l'usage du « novlangue » (l'État change la valeur et le sens des mots : « La paix, c'est la guerre, l'ignorance, c'est la force, et la liberté, c'est l'esclavage »). En plus d'une narration focalisée sur la peur et la surveillance constante, la langue elle-même devient un outil de domination et de conditionnement de la population, montrant comment le contrôle de la pensée peut passer par le langage. Ainsi, le style de chaque auteur n'est pas neutre : il participe activement à la mise en scène de l'oppression et à la critique des formes de pouvoir oligarchiques, dictatoriales et autoritaires.

Enfin, ces visions restent étonnamment prémonitoires : toutes deux anticipent des menaces contemporaines pour nos démocraties, qu'elles viennent de la manipulation douce par les réseaux sociaux et la consommation, ou de la surveillance et de la désinformation politique. Les deux auteurs apparaissent alors comme des avant-gardistes, alertant sur les fragilités de sociétés qui peuvent basculer soit par le contrôle subtil, soit par l'autorité brutale. L'actualité du XXI^e siècle, marquée à la fois par la massification des technologies et l'essor de la culture de consommation et du divertissement permanent, confirme la pertinence de leur observation. Les deux dystopies mettent en évidence les fragilités de la démocratie telle que nous la connaissons. Face à ces deux visions, il revient à chacun de s'interroger sur le rôle qu'il joue dans le maintien ou la perte de ses libertés. Huxley et Orwell nous mettent en garde : le confort ou la peur peuvent être des instruments tout aussi puissants pour restreindre nos droits. Ces œuvres nous rap-

pellent que la démocratie n'est jamais acquise et qu'elle exige vigilance, réflexion et responsabilité de la part de tous.

Lola F. M2 CRPE

Tribune : Comment sauver le modèle démocratique ?

C'est la guerre !

Le monde croule sous les cyberattaques de l'impitoyable Vladimir Poutine. Les tensions au Moyen-Orient atteignent des sommets. Le Mal est partout. Avec une audace stupéfiante, Emmanuel Macron, président de la République Française, a reconnu devant les Nations Unies, l'état Palestinien. Alors que les États-Unis et Israël tentent de le décrédibiliser, il mène une croisade désespérée pour sauver le peuple martyr. Malgré cela, l'agitation règne à l'Assemblée Nationale. Plusieurs partis ont annoncé leur intention de faire tomber le gouvernement. Confrontés à ce mouvement de déstabilisation mené par Jean-Luc Mélenchon, les Ministres ont du mal à maintenir l'ordre dans le pays. La député Le Pen rapporte de nouvelles propositions et cherche à trouver les meilleures solutions aux problèmes cruciaux. La République Française demeure en pleine ébullition. La nouvelle taxation des biens commerciaux avec le lointain Mercosur provoque également la discorde. Pour régler la question, la cupide Union européenne fait pression sur les pays agricoles. Face à ce dangereux engrenage, alors que le Parlement européen s'enlise dans des débats sans fin, le président de la République s'efforce de protéger ses citoyens.

A l'évidence, ni le système mondial, ni le système européen, ni le système national ne fonctionnent. La démocratie, où les politiciens sont supposés se réunir afin de discuter des problèmes de société et de s'accorder sur des solutions dans le meilleur intérêt des peuples, est à l'arrêt. Sur le principe, il est difficile, si ce n'est impossible de trouver une articulation des pouvoirs qui soit plus avantageuse et viable pour le peuple. Dans les faits, les ambitions personnelles des politiciens prennent très largement le pas sur le bon sens. Si l'on interroge chacun d'entre eux individuellement, les mêmes idéaux ressortent : la paix, la justice, la liberté, la sécurité... Pourtant aucun consensus n'est jamais trouvé, au préjudice des citoyens.

Ce qu'il faudrait c'est une personne au-dessus de ce système qui puisse imposer aux politiciens de respecter l'intérêt du peuple. Cette personne serait inspirante, bienveillante et d'une très grande sagesse.

Mathieu B. et Paul A. M2 CRPE

La voix aux citoyens : Opinions sur la démocratie.

Dans le cadre de ce Vox dont le thème porte principalement sur la démocratie, nous avons jugé utile et important d'intégrer, à la fin de ce numéro, les avis et opinions divergentes des citoyens. Pour ce faire, nous avons eu le plaisir de nous entretenir avec un journaliste, de réaliser une enquête auprès de trois agriculteurs français sur leurs opinions concernant l'approbation des accords

Sondage : Sommes-nous encore en démocratie ?

Nous avons réalisé une enquête quantitative sous forme de sondage. Ce dernier avait pour but d'interroger les participants sur la question suivante : "Sommes nous encore en démocratie ?" L'objectif était donc de nous aider à comprendre la vision des citoyens sur la démocratie et son application dans la société actuelle.

Cette enquête s'adressait à tous types de citoyens peu importe leur âge. Nous avons obtenu 80 réponses. La majorité des répondants sont des femmes (76,7%) pour 19,2% d'hommes. La tranche d'âge la plus représentée est celle des 18 - 25 ans, mais 30% se situent tout de même dans la tranche 36 - plus de 50 ans ; nous permettant de toucher un public assez large.

Nous constatons que 96% participent aux élections nationales et que parmi les répondants, un plus grand nombre participent aux élections municipales plutôt qu'aux élections européennes (87,7% contre 80,8%). Cette donnée met en lumière un manque d'intérêt et peut-être de connaissances au sujet du fonctionnement des institutions européennes.

Ensuite, 75,3% estiment que la définition de la démocratie française la plus appropriée est celle de la démocratie représentative : "les citoyens élisent des représentants (comme des députés) qui prennent les décisions en leur nom". Tandis que 22% considèrent plus adéquate la définition de démocratie participative : "les citoyens participent activement au processus politique, en plus de voter, par des débats publics, des conseils citoyens ou des consultations."

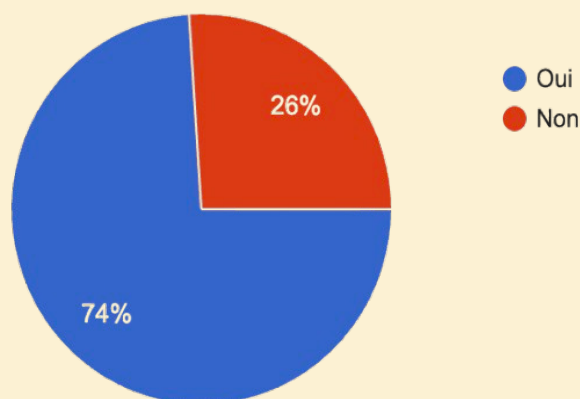
Nous avons jugé pertinent de poser une question ouverte : "Pensez-vous que l'Union européenne est un exemple de démocratie dans le monde ? Justifiez." Dans l'ensemble, les avis sont partagés sur le caractère démocratique de l'Union européenne. Certains soulignent qu'elle constitue

de libre-échange UE - Mercosur ainsi que sur les risques économiques qu'ils encourent et enfin, nous avons mené une enquête quantitative, l'objectif étant de nous aider à comprendre la vision des citoyens sur la démocratie et son application dans la société actuelle.

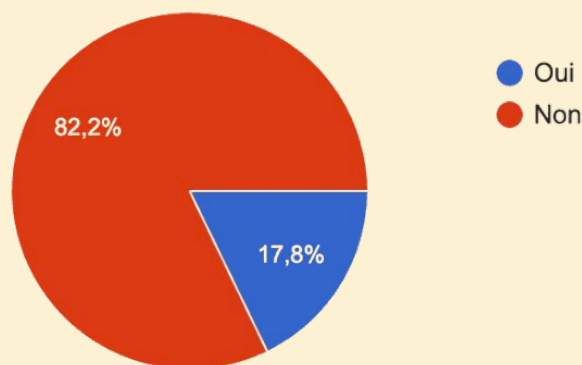
un exemple de démocratie grâce à l'élection proportionnelle du Parlement européen, à la représentation collective des États membres et à la défense de valeurs fondamentales comme la liberté, l'égalité et les droits humains. Toutefois, de nombreuses critiques émergent : l'UE est perçue comme une institution élitiste, distante et complexe, dont le fonctionnement demeure obscur pour beaucoup de citoyens, qui participent peu aux élections et se sentent déconnectés des décisions prises à Bruxelles. Pour d'autres, cette distance est telle qu'elle remet en cause la légitimité démocratique de l'Union, certains allant jusqu'à estimer que le reste du monde n'a aucune raison de s'en inspirer.

Nous remarquons à la moitié de cette enquête que beaucoup des répondants admettent ne pas se sentir bien représentés. En lisant les réponses, plus de la moitié répondent "non" à la question "Vous sentez-vous bien représentés au niveau européen?" En revanche, environ 20% répondent "oui", tandis que 15% sont mitigés...

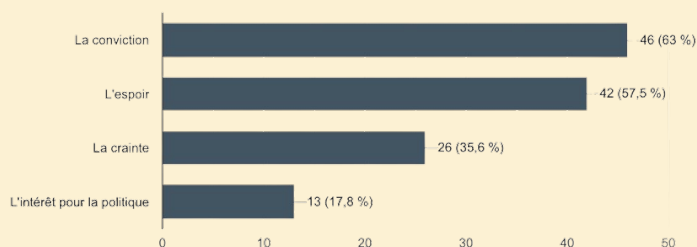
Il est intéressant de lire que 75% des répondants affirment ressentir le besoin d'agir au niveau européen (sous forme d'engagement citoyen, grâce au système de vote etc.) Cependant, une vingtaine de personnes répondent à cette question par la négative.



A contrario, malgré cette volonté d'engagement, 82% des participants considèrent que la prise de décision européenne n'est pas claire et/ou accessible, contre à peine 20% qui estiment que oui.



Il est logique de se questionner sur ce qui motive les citoyens à aller voter, serait-ce la conviction, l'intérêt pour la politique, l'espoir (celui de voir émerger un monde meilleur), ou encore la crainte (celle qui pousse à aller voter pour "faire barrage" et à choisir "entre la peste et le choléra" comme beaucoup le dise...). La conviction (63%) et l'espoir (57,5%) sont les principales réponses justifiant les motivations lors d'un vote. En ce qui concerne l'utilité des voix, quasiment 65% des répondants estiment que leur vote est utile contre quasiment 33% qui le juge inutile.



À la fin du sondage, nous avons questionné les participants en leur demandant quels changements pourraient-ils proposer pour améliorer la démocratie en France. Une majorité réclame plus de participation de la part des citoyens, grâce à des référendums ou des consultations...

Beaucoup suggèrent plus de transparence, d'éducation civique et de sanctions pour les élus lorsque cela s'avère nécessaire. Parmi les réponses, nous lisons beaucoup de critiques du Président actuel ainsi qu'un désir de changement constitutionnel (VIe république).

Pour finir, nous avons demandé si les citoyens se sentaient assez informé(e)s par rapport aux décisions prises par les institutions européennes (nous avons donné l'exemple des accords UE-Mercosur) et 85% répondent

que "non", contre 15% qui répondent que "oui". Ces résultats sont flagrants : la prise de décision européenne n'est pas assez claire pour les citoyens, qui se sentent largués.

En conclusion, ce sondage révèle une forte volonté d'engagement démocratique mais aussi un profond sentiment de distance, de manque de clarté et de représentativité, soulignant la nécessité d'une démocratie plus transparente, participative et accessible.

5 questions à... Géraud Bouvrot.



Dans un contexte où les équilibres démocratiques semblent vaciller et où la confiance du public envers les institutions est mise à l'épreuve, nous avons rencontré Géraud Bouvrot, journaliste à L'Est Républicain.

En répondant à cinq de nos questions, il partage son regard sur la montée des extrêmes en politique, l'état de la liberté de la presse, les défis posés à l'expression démocratique et l'évolution nécessaire du journalisme face aux nouvelles menaces. Une conversation qui rappelle combien informer demeure un pilier incontournable et essentiel de la vie citoyenne.

Pensez-vous que la montée des extrêmes représente un danger pour les journaux et les journalistes?

G.B : "Je suis très vigilant quant à l'utilisation de ce terme justement, « les extrêmes », qui a tendance à être galvaudé. Depuis la Révolution Française, il a existé une tendance à désigner des extrêmes comme des éléments faisant peur, afin de privilégier des éléments politiques présentés comme plus neutres, plus modérés (Napoléon, De Gaulle, Macron ...). En outre, ce terme renvoie dos-à-dos des partis qui n'ont pas grand-chose de comparable. Dans la situation actuelle, il sert surtout à mettre un signe égal entre LFI et le RN, qui seraient tous deux des « extrêmes ». Or le projet politique de LFI, comme ses méthodes réformistes et non révolutionnaires, montrent bien qu'il s'agit d'un parti de gauche classique, et non d'extrême-gauche (comme le groupe Action Directe par exemple, qui prônait l'action violente, ou Lutte Ouvrière et le NPA aujourd'hui, qui prônent la révolution). Le RN

lui, à travers son histoire et son projet politique, est bien d'extrême-droite, même si cette étiquette ne lui plaît pas. Et d'ailleurs, cette classification a été confirmée par le Conseil d'Etat en 2024."

"Pour revenir à votre question, cela dit, la liberté de la presse est aujourd'hui remise en cause, et ce de plusieurs côtés de l'échiquier politique français. Cela marche pour les déplacements présidentiels qui sont annoncés la veille au soir, et pour lesquels la presse autorisée est triée sur le volet, selon des critères assez opaques ; également, pour les intimidations venant de l'extrême-droite ; mais aussi pour LFI qui refuse l'accès à ses Universités d'été à un journaliste du Monde qui avait écrit un livre sur eux. On voit donc que ces comportements ne sont pas circonscrits à un seul camp politique."

Avez-vous le sentiment que la liberté de la presse est aujourd'hui menacée en France ou en Europe ?

G.B : "Pour continuer sur ma réponse précédente, la liberté de la presse n'est jamais quelque chose d'intangible, comme toutes les libertés d'ailleurs : il faut se battre pour les maintenir, car il est toujours tentant pour les pouvoirs en place de les restreindre. Sur la presse, on peut observer bien sûr le classement mondial de Reporter Sans Frontières, ne serait-ce qu'entre 2020 et 2025 (sur le site RSF, vous avez accès aux anciennes cartes). Sur ce petit laps de temps, on voit que les couleurs se sont obscurcies autour de la Russie par exemple, mais aussi aux États-Unis, en Amérique du Sud, en Asie ... Et même en Europe, des pays comme l'Allemagne ou l'Italie ont reculé dans le classement. La France, entre les deux, est au 25ème rang mondial : elle a plutôt stagné sur les dernières années, voire progressé, mais c'est à mettre au regard de l'évolution globale. La carte met en avant une protection des sources insuffisantes, les menaces sur le financement de l'audiovisuel public, et les violences policières, y compris contre les journalistes."

Comment concilier liberté d'expression avec défense des valeurs démocratiques ?

G.B : "Sur ce point, je dirais plutôt comment concilier les valeurs démocratiques (dont la liberté d'expression et la liberté de la presse) avec d'autres intérêts, économiques et politiques notamment. Et pour ça, il n'y a pas de réponse miracle, ce sont des intérêts qui s'entrechoquent très souvent, voire qui sont opposés. Il suffit de regarder la loi sur le secret des affaires en France, de 2018, qui est une entrave à la liberté de la presse. Ces libertés existent encore heureusement, mais sont menacées : pour les préserver et essayer de les amplifier, il faut s'en servir autant que possible."

Selon vous, quel rôle les nouvelles générations peuvent-elles jouer pour la démocratie ?

G.B : "Là-aussi, je pense qu'il faut faire attention aux termes employés. Même si, ces derniers temps, on parle beaucoup des révoltes de la Gen Z (Népal, Maroc ...), les généralités générationnelles sont une impasse à mon avis. Un jeune rural qui travaille depuis 16 ans n'a pas les mêmes intérêts qu'un étudiant en classe prépa dans un établissement prestigieux. Cela ne veut pas dire que l'un va forcément plus agir pour la démocratie que l'autre, mais ils ne vont pas voir les choses de la même manière, et c'est normal. En revanche, si je dois faire des généralités, je dirais que les jeunes générations se rendent bien compte de choses qui ne vont pas aujourd'hui : je pense par exemple aux manifestations pour la Palestine, très sévèrement réprimées en France, et où l'on a vu beaucoup de jeunes dans les cortèges. Ce genre d'expériences fait prendre conscience de l'état réel de notre démocratie, à mon avis. Même si, à nouveau, on voit bien que ce n'est pas la jeunesse dans toute sa diversité qui a manifesté pour la Palestine."

Pensez-vous que le journalisme doit évoluer dans sa forme ou sa pratique pour mieux répondre aux menaces actuelles ?

G.B : "La remise en question est souvent une bonne démarche, et nous devrions en faire davantage. Par exemple sur l'ouverture des rédactions, leur représentativité. Ce métier n'est pas vraiment à l'image de la population française, ce que dénonce l'AJAR par exemple (Association des Journalistes Antiracistes et Racisés) pour les origines des personnes. Cela marche aussi pour les origines sociales, plutôt privilégiées. Il y a du travail à faire là-dessus, dans les rédactions et écoles de journalisme, et ça n'est pas anodin : c'est pour mieux coller à notre époque. Et bien sûr, les menaces actuelles sur le financement des médias, publics ou privés, le rachat de plusieurs médias par des hommes d'affaires d'extrême droite, la précarisation de ce métier (en particulier pour les pigistes), les changements qu'implique l'arrivée de l'IA, tout cela a des conséquences sur la qualité de notre travail, et donc sur notre capacité à faire évoluer nos pratiques dans le bon sens."

Maeva H. et Lola F. M2 CRPE



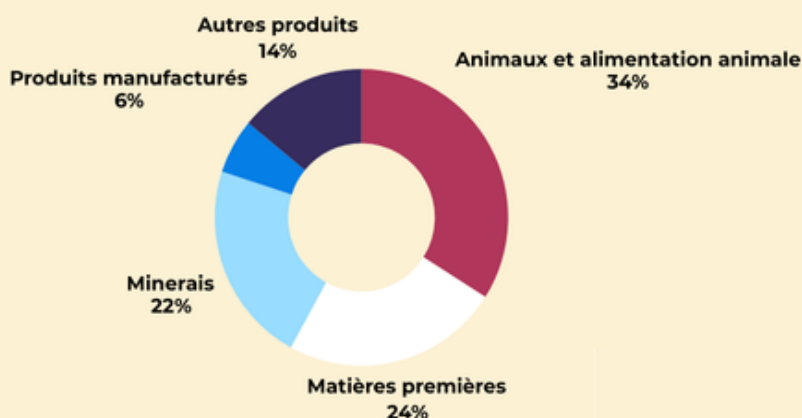
Enquêtes avec des agriculteurs français : Les échanges UE - Mercosur.

Volume des échanges commerciaux entre l'UE et les pays du Mercosur en 2024

Source : Statista

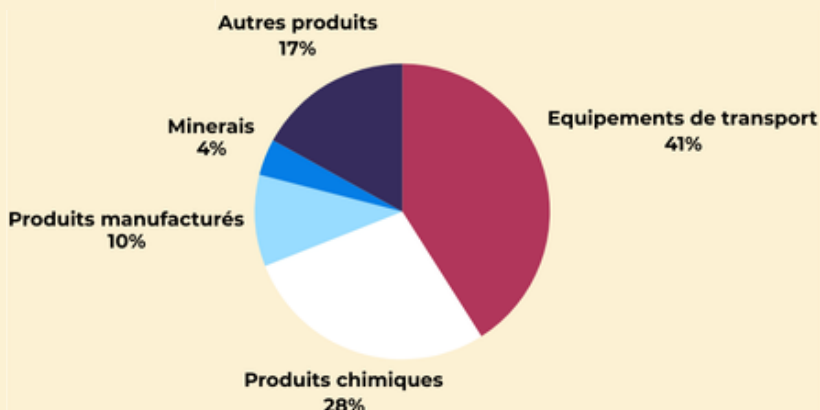
Le Mercosur est un espace de libre circulation des biens et des services en Amérique latine. Il regroupe aujourd'hui cinq pays : l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, ainsi que la Bolivie en tant que membre associé.

Produits importés par l'UE (56 Milliards d'euros)



Proches partenaires commerciaux, l'Union européenne et les pays du Mercosur sont proches de renforcer leurs liens par un accord de libre-échange.

Produits exportés par l'UE (55,2 milliards d'euros)



Taxes en vigueur sur les exportations

35% de droits de douane sur l'exportation de voitures de l'UE vers le Mercosur

12,8% minimum de droits de douane sur l'exportation de viande bovine du Brésil vers l'UE



Le problème de l'agriculture

Le 3 septembre 2025, la Commission a adopté le traité commercial avec le Mercosur, il ne manque plus que l'approbation des 27 et du Parlement pour son application.

Fin 2024, plusieurs États membres (parmi lesquels la France, la Pologne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et l'Autriche) avaient exprimé leur volonté de bloquer l'accord au Conseil. Paris a cherché à consolider et élargir cette minorité de blocage, en cause, l'inquiétude des agriculteurs quant à l'arrivée d'une concurrence déloyale.

L'accord inclut des quotas, censés protéger les producteurs européens mais leur mécontentement reste de mise.

Frédéric Hance,

agriculteur de 59 ans installé à Liffol-le-Grand, dans les Vosges. Issu d'une famille d'agriculteurs, il a grandi dans un environnement façonné par les saisons et le travail quotidien dans l'exploitation. Très jeune, il prêtait main-forte à la ferme pendant les vacances et les week-ends, une expérience qui a naturellement orienté son choix professionnel. Après un BTA (brevet de technicien agricole), il poursuit sur cette voie, fidèle à la tradition familiale.

L'histoire du GAEC (Groupement Agricole d'Exploitation en Commun) Saint-Vincent remonte à 1989, lorsqu'avec son père et sa mère, ils s'y déclarent officiellement.

L'exploitation produit du lait, des céréales et de la viande, sur une surface agricole utilisée de 275 hectares. Elle compte 75 vaches laitières et 30 vaches allaitantes de race Simmental.

Pour Frédéric, les difficultés du métier tiennent surtout aux perspectives à long terme, à la variation constante des prix et aux règles environnementales qui changent souvent. Il souligne également le manque d'équité entre les agriculteurs européens :

« La sévérité des règles en France comparée à celles des autres pays ne nous met pas sur un pied d'égalité. C'est une contrainte difficile à maîtriser. »

Malgré les incertitudes, Frédéric reste profondément attaché à son métier qu'il qualifie ainsi :

« Travailler pour soi, avec la liberté de s'organiser malgré les contraintes, voir du monde, être dehors, travailler avec du vivant. »

François Moreau,

exploitant agricole de 63 ans, installé à Prisches, dans le département du Nord. Après un Bac +2 agricole et en éco-gestion, il travaille pendant dix-huit ans comme technicien de coopérative, avant de reprendre l'exploitation familiale.

Fils d'agriculteur, il s'inscrit dans une longue lignée familiale. À 25 ans, il ne trouve pas d'opportunité, notamment à cause de l'installation des quotas laitiers par l'Union européenne en 1983, qui rendaient une installation dans le secteur particulièrement compliquée.

Aujourd'hui, son exploitation compte 200 vaches laitières de race Prim'Holstein et 200 hectares de surface cultivable où il cultive du maïs, du blé et des prairies destinées principalement à nourrir ses animaux, destinés à être vendues à Bigard et Charal. Ses revenus proviennent à 90 % du lait, qu'il vend à une coopérative, le reste est issu de la viande et du blé

Son entreprise, une SCEA (Société Civile d'Exploitation Agricole), fonctionne en association dans laquelle, son fils, Armand, l'a rejoint, accompagné de deux salariés à temps plein. Avec l'arrivée de son fils, François prévoit de rester trois à quatre ans sur l'exploitation afin de l'aider, avant de prendre sa retraite à 67 ans.

Pour lui, les difficultés du métier résident surtout dans les contraintes administratives et réglementaires, qu'il juge lourdes et chronophages.

Malgré tout, François parle de son métier avec fierté :

« C'est l'un des plus beaux métiers du monde, où l'on nourrit les gens. »

Arnaud Deregnaucourt,

35 ans, agriculteur à Hamblain-les-Prés, dans le Pas-de-Calais. Issu d'une famille d'agriculteurs, il a grandi dans ce milieu et a choisi de poursuivre dans cette voie. Après un BTA puis un BTS agricole, il rejoint la ferme familiale en 2010 à sa sortie d'école et y travaille comme salarié pendant sept ans.

En 2017, il fonde sa propre structure sous la forme d'une EARL (Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée), dont il est l'unique responsable. Il possède deux activités : la première, dédiée à l'élevage de bovins, et la seconde, pour la culture céréalière.

Pour l'épauler, son père retraité, continue à travailler à ses côtés, accompagné d'un employé à temps plein et de saisonniers occasionnels.

Son exploitation compte 900 bovins destinés à la viande, répartis entre races Charolaises, Blondes d'Aquitaine et Salers. Il pratique un mode d'élevage raisonné, soucieux du bien-être animal et de la qualité des produits.

Sur ses 97 hectares de terres agricoles, il cultive du blé, du maïs, des betteraves ainsi que des pois destinés à la conserverie.

Arnaud vend sa viande à Bigard, et son blé à une coopérative.

L'incertitude liée au manque de projection en raison de la volatilité des prix et de la commercialisation de ses produits complique la gestion quotidienne. Il résume son métier en trois mots :

« Engagement personnel, passion et paperasse »

“Nous ne sommes pas sur un pied d'égalité” : Les agriculteurs s'inquiètent de l'accord UE-Mercosur.

Alors que l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur continue de diviser États et populations, les agriculteurs français expriment leurs craintes face à une concurrence jugée déloyale et s'inquiètent pour l'avenir de l'agriculture nationale.

Nous avons rencontré trois exploitants : deux éleveurs laitiers et céréaliers et un spécialiste de la production de viande et de cultures, pour comprendre leur perception de l'accord et son impact sur leur quotidien.



Crédits : Polina Rytova

Comment pensez-vous que l'accord UE-Mercosur influencera les prix ou la compétitivité de vos produits laitiers et de la viande ?

La question a rapidement mis en lumière un point central : les éleveurs se préoccupent moins du lait que de la viande. Frédéric Hance explique que la compétitivité dépendra du type de viande importée. “Lors des crises, le consommateur choisit la qualité, mais ensuite il se tourne vers le moins cher. Si de la viande sud-américaine moins chère arrive, nous risquons de ne plus vendre la nôtre.” Selon lui, le travail d'éleveur est déjà compliqué par la sévérité des règles, et cette concurrence pourrait mettre certains en difficulté financière. Pour François Moreau, l'impact sur le lait pourrait être positif mais limité, notamment pour le fromage. En revanche, la viande subit selon lui une concurrence déloyale : baisse des ventes, fermetures d'abattoirs, hausse des coûts de transport et d'abattage, et donc pression sur le prix des produits français.

Arnaud Deregnaucourt, interrogé uniquement sur la viande, juge que l'arrivée massive de viande sud-américaine ferait baisser le prix de la viande européenne. Il considère cette situation comme de la concurrence déloyale, les pays du Mercosur pouvant produire avec des techniques interdites en France.

Tous mettent en avant le même risque : une égalité de traitement inexistante face à des règles différentes, avec un impact direct sur leur travail et la compétitivité de

l'agriculture française.

Utilisez-vous des aliments pour bétail importés (tourteau de soja, maïs) ? si oui, ces importations influencent-elles vos coûts de production ou votre manière d'élever ? La baisse des droits de douanes entre l'UE et le Mercosur vous aidera-t-elle à diminuer vos dépenses ?

Les trois agriculteurs interrogés utilisent du tourteau de soja importé, principalement sud-américain. Tous expliquent qu'il influence directement leur manière d'élever : il comble un besoin essentiel en protéines, impossible à couvrir entièrement avec la production française.

Mais aucun ne croit que la baisse des droits de douane prévue dans l'accord UE-Mercosur réduira leurs dépenses.

Pour Frédéric Hance, les variations de prix du soja dépendent surtout des récoltes, de la situation politique ou sanitaire, comme avec le Covid. Selon lui, l'accord pourrait limiter certaines hausses mais “ne fera pas baisser les coûts”, les marchés restant trop instables.

François Moreau partage ce constat et rappelle que la France est déficitaire en protéines. Les importations sont donc incontournables, mais la baisse des droits de douane n'aidera pas spécialement les exploitations.

Arnaud Deregnaucourt, qui utilise peu de soja mais le juge indispensable pour l'équilibre nutritionnel du bétail, aborde un autre point : la taxe européenne contre la déforestation. Puisque le soja sud-américain y est soumis, il doute lui aussi que les droits de douane réellement diminuent ou que cela ait un effet visible sur ses coûts. Pour lui, “ça ne fera pas baisser les prix.”

Tous s'accordent : le soja est vital pour l'élevage français, mais l'accord UE-Mercosur n'allège pas leurs dépenses.



Frédéric Hance Crédits : Olivier Jorba

Les fluctuations internationales ont-elles impacté vos prix de vente céréalières ces dernières années ?

Les trois agriculteurs confirment que les crises inter-

nationales telles que le Covid, la guerre en Ukraine, des tensions commerciales ou le climat ont fortement affecté les prix des céréales ces dernières années. Mais tous soulignent que ces variations sont imprévisibles et souvent brutales.

Frédéric rappelle qu'au début du Covid, la forte demande des consommateurs avait fait grimper les prix. Il explique qu'on pouvait vendre plus cher avant que le marché ne s'effondre à nouveau.

Pour François et Arnaud, la guerre en Ukraine a provoqué une envolée spectaculaire des cours : tout le monde redoutait une pénurie de blé, ce qui a doublé les prix. Arnaud cite même un exemple frappant : une simple discussion diplomatique entre Donald Trump et Xi Jinping a provoqué une augmentation de 2,7% des cours du tourteau de soja⁵¹ preuve, selon lui, que le moindre événement géopolitique fait exploser les marchés agricoles.

Aujourd'hui, François constate l'effet inverse : alors que la Russie réexporte du blé provenant d'Ukraine, le cours du blé français s'est effondré, fragilisant les exploitations. Leur constat est unanime : l'agriculture française est devenue extrêmement dépendante des crises mondiales, et les prix peuvent s'envoler ou chuter du jour au lendemain.

La décision des institutions européennes d'approuver le projet d'accord de libre-échange vous a-t-elle semblé à l'écoute des citoyens et de leurs revendications ?

Aucun des trois agriculteurs interrogés n'a eu le sentiment d'être écouté par les institutions européennes concernant l'accord UE-Mercosur. Tous reconnaissent que ce traité pourrait profiter à certains secteurs, comme l'automobile ou le vin, mais estiment qu'il le fait au détriment de l'agriculture française.

Frédéric pointe surtout un manque de transparence dans les négociations : selon lui, les discussions au niveau européen sont opaques, ce qui empêche les citoyens comme les agriculteurs de comprendre réellement ce qui se joue.

Pour ces exploitants, la décision européenne apparaît donc plus guidée par les intérêts économiques globaux que par les préoccupations du monde agricole.

L'UE garantit de ne pas assouplir ses règles en matière de santé humaine, animale et végétale, et de sécurité alimentaire, ainsi que protéger ses agriculteurs contre l'augmentation des importations agro-alimentaires dans l'UE. Quel est votre opinion à ce sujet ? Pensez-vous que ces promesses seront tenues ?

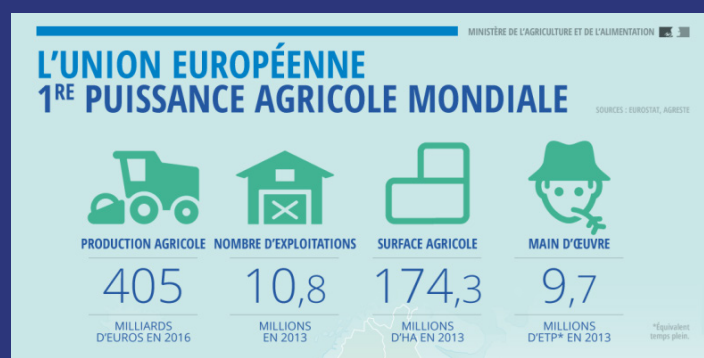
Pour Arnaud, ces promesses "n'engagent pas grand monde". Selon lui, rien ne prouve qu'elles seront tenues une fois l'accord appliqué.

Frédéric estime que pour respecter les normes européennes, il faudrait imposer à l'Amérique du Sud des règles aussi strictes qu'en France, ce qui paraît irréaliste. Il s'interroge : "faire du protectionnisme, c'est bien mais à quel prix ?"

François rappelle qu'il s'agit de clauses miroirs, difficiles à appliquer hors du continent européen. Comment contrôler des élevages brésiliens ou argentins où les hormones sont autorisées, où les densités animales sont sans limite, et importer leurs produits alors qu'en France une exploitation de plus de 200 bovins est déjà critiquée par l'opinion publique ?

Il pointe aussi une contradiction : considérer les grandes fermes françaises comme "industrielles", tout en important des viandes issues d'exploitations dix fois plus grandes. Sans parler de la pollution liée au transport frigorifié des cargaisons traversant l'Atlantique.

Pour ces trois agriculteurs, les promesses européennes apparaissent donc inapplicables et incohérentes face à la réalité du commerce international.



Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Selon vous, la viande importée des pays membres Mercosur est-elle comparable à la vôtre (qualité, traçabilité, respect des normes) ? Avez-vous le sentiment que les éleveurs français sont déjà désavantagés et le seront-ils davantage dans l'avenir par rapport à ceux du Mercosur sur les normes environnementales ou sanitaires ?

Interrogés sur la qualité de la viande sud-américaine et sur les normes qui encadrent sa production, les trois agriculteurs sont unanimes : la viande importée du Mercosur n'est pas comparable à la viande française.

François précise que le problème n'est pas gustatif, mais sanitaire : l'utilisation d'hormones, antibiotiques, les densités animales très élevées sont des pratiques interdites en France pour des raisons sanitaires.

Les trois exploitants rappellent également l'ampleur des contraintes imposées aux éleveurs français : carnets de santé individuels pour chaque vache, justification de

chaque traitement, cahiers d'épandage, contrôles réguliers.

Arnaud détaille cette bureaucratie sanitaire absente en Amérique du Sud, où l'élevage est soumis à beaucoup moins d'obligations.

François souligne finalement une différence marquante : en France, les éleveurs doivent importer du soja pour assurer l'apport protéique ; en Amérique du Sud, certains utilisent des fientes de volaille comme alimentation, une pratique strictement interdite en Europe.

Pour eux, ces écarts de règles rendent la concurrence structurellement inéquitable, et placent les éleveurs français dans une position de désavantage évident.

Quelles seraient, selon vous, les conditions pour rendre votre métier plus pérenne ?

Les trois agriculteurs vont vers une même idée : rétablir l'équité des règles du jeu.

Arnaud estime que la France ne devrait importer que des produits issus de systèmes soumis aux mêmes contraintes que les leurs. Frédéric partage ce point de vue et souhaite un alignement des réglementations internationales sur les normes françaises, aujourd'hui parmi les plus strictes mais auxquelles les éleveurs se sont adaptés.

François va plus loin : il appelle à une véritable politique agricole française et européenne, qui défende réellement la souveraineté alimentaire. Selon lui, l'Europe privilégie encore ses intérêts industriels : voitures, avions, au détriment de ses agriculteurs. Il regrette que la souveraineté alimentaire, au cœur du ministère du MASA (Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire), reste souvent un concept davantage présent dans les mots que dans les faits.

Si vous pouviez adresser un message à un décideur européen, que lui diriez-vous à propos du Mercosur ?

Arnaud insiste sur l'absurdité environnementale et économique d'importer de la viande produite à l'autre bout de l'Atlantique : un produit plus polluant à transporter, soumis à des normes plus souples, alors qu'une viande française respectant des règles strictes existe déjà. Il pose une question simple aux décideurs : "Si nous importons leur viande, qu'est-ce que nous leur donnons en échange ?"

Frédéric partage cette ligne : tant que les normes sanitaires et environnementales des pays du Mercosur ne se rapprochent pas du niveau français, il ne devrait pas y avoir d'importation.

François renchérit : pour lui, il ne faut pas signer l'accord dans ces conditions. Il met aussi en doute la capacité de l'Union européenne à contrôler le respect des "clauses miroirs" : sans mécanisme clair à l'OMC (Organisation

mondiale du Commerce), comment s'assurer que les normes seront réellement appliquées ?

Les trois agriculteurs délivrent un message clair : la France ne doit pas accepter un accord qui crée une concurrence déloyale et affaiblit son agriculture.

Que devraient faire, selon vous, les pouvoirs publics ou les consommateurs pour soutenir la viande française, ou plus largement d'origine européenne ?

Sur cette question, les trois agriculteurs convergent : la première nécessité est de mieux promouvoir les produits français.

Pour Frédéric, mettre en avant l'origine locale permettrait aux consommateurs de comprendre la réalité du travail agricole et de reconnaître les efforts fournis pour produire dans des conditions exigeantes.

François, lui, encourage à éviter les produits transformés pour privilégier les matières premières, plus simples à tracer. Il cite d'ailleurs l'application Prix et Origine, utile pour connaître l'origine des produits laitiers.

Arnaud, enfin, rappelle une exigence essentielle : ne laisser entrer en France que des viandes respectant les mêmes normes que celles imposées aux éleveurs français. Pour lui, c'est la seule manière de soutenir réellement la filière et d'éviter une concurrence déloyale.

Cette enquête nous permet d'arriver à une conclusion assez simple : **l'accord UE-Mercosur crée des inégalités**. Les différences de réglementations entre l'Amérique du Sud et l'Union européenne représentent aujourd'hui un vrai problème pour les agriculteurs français, qui se retrouvent complètement désavantagés face aux producteurs sud-américains. L'accord semble surtout servir les intérêts des industries européennes, au détriment de l'agriculture française et des réglementations nationales au sein de l'Union Européenne, parmi les plus strictes.

Ce qui ressort aussi, c'est que les négociations autour du Mercosur se sont faites loin des citoyens et loin des professionnels directement concernés, avec des questions : les clauses miroirs seront-elles respectées ? et les promesses de l'Union Européennes tenues ? Le manque de clarté au sujet des décisions prises dans les institutions européennes apporte le sentiment de ne pas se sentir écoutés, ni d'avoir leurs opinions prises en compte.

Est-ce que des accords économiques peuvent vraiment être considérés comme légitimes quand ils se font au détriment de la santé des consommateurs, de la réalité du terrain, et surtout de l'avis de ceux qu'on est censés écouter en premier ?

Sitographie

- 1 AFP, Trump célèbre Charlie Kirk, un géant de sa génération, YouTube, 22/09/2025.
- 3 Arte, Cour suprême, alliée de Trump ? | Décryptage, YouTube, 18/09/2025.
- 5 Institut Delors, Pourquoi Poutine ne veut pas la paix en Ukraine, Institut Delors, 08/09/2025 (consulté le 01/10/2025).
- 6 Institut Delors, Après Turnberry..., Institut Delors, 31/07/2025, (Consulté le 01/10/2025).
- 8 The Economist, Why Canada should join the EU, The Economist, 02/01/2025, (Consulté le 03/10/2025).
- 10 Euronews, Euroverify : le Canada peut-il demander à adhérer à l'Union européenne ?, YouTube, 20/03/2025.
- 12 Le Monde, Trump, Orban, Le Pen : le point commun dans leur stratégie politique, YouTube, 13/07/2025.
- 14 PBS News, WATCH: Trump speaks at campaign rally in Erie, Pennsylvania, Youtube, 29/09/2024.
- 15 Le Monde, Donald Trump vous manipule, voici comment, YouTube, 13/10/2024.
- 17 Reuters, El Salvador says murders fell 70% in 2023 as it cracked down on gangs, Reuters, 03/01/2024, (Consulté le 05/10/2025).
- 18 Human Rights Watch, El Salvador Events of 2022, Humans Right Watch, 07/12/2022, (Consulté le 05/10/2025).
- 19 Amnesty International, Salvador. Les politiques, pratiques et législations arbitraires et abusives portent atteinte aux droits humains et menacent l'espace civique, Amnesty International, 2023, (Consulté le 05/10/2025).
- 20 Cristosal, Report on arbitrary detentions in El Salvador, Cristosal, 2024, (Consulté le 07/10/2025).
- 21 CID Gallup, Survey on presidential approval in Central America, 2024 (Consulté le 07/10/2025).
- 24 Eurojust, Annual report 2023, Eurojust, 2024 (Consulté le 10/10/2025)
- 25 EUDA, Seaports: monitoring the EU's floodgates for illicit drugs, EUDA, 2025, (Consulté le 12/10/2025).
- 26 Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP), Illicit drugflows in European ports, OCCRP, 2025 (Consulté le 12/10/2025).
- 27 Europol, Serious and organised crime threat assessment (SOCTA), Europol, 2025 (Consulté le 12/10/2025).
- 28 EMPACT, European Multidisciplinary Platform Against Criminal Threats – Report 2023, EMPACT, 2024, (Consulté le 12/10/2025).
- 35 Radio France. Cultures Monde : Puissance et impuissance du Parlement européen – Épisode 3/4 : La voix du peuple ?, Radio France, 08/05/2024, (Consulté le 25/09/2025).
- 36 Ledroit, V., Création, rôle, composition : tout savoir sur le Parlement européen, Toute l'Europe, 10/03/2025, (Consulté le 25/09/2025).
- 37 Verdier, T. Analyse des élections européennes : une mobilisation des électors et une normalisation de l'extrême droite en Europe, Fondation Jean Jaurès, 12/06/2025, (Consulté le 26/09/2025).
- 40 Ledroit, V. Qatargate : tout comprendre au scandale de corruption qui touche le Parlement européen, Toute l'Europe, 03/10/2023 (Consulté le 03/10/2025).
- 45 Galopin, A. et Le Meneec, T., L'article à lire pour comprendre pourquoi le "grand remplacement" est une idée raciste et complotiste, Franceinfo, 13/03/2022, (Consulté le 25/09/2025).
- 46 Rivière, Q., Immigration : les inquiétants chiffres répertoriés par le CRSI, Frontières, 10/01/2024 (Consulté le 15/10/2025).

47 Ministère de l'Intérieur, Chiffres clés de l'immigration 2022, Ministère de l'Intérieur, 18/01/2024 (Consulté le 15/10/2025).

50 Arte, George Orwell, Aldous Huxley : "1984" ou "Le meilleur des mondes" ?, Aki-leTube, 2021, (Consulté le 05/10/2025).

51 Hirtzer, M., Gru, H. et Westcott, B., Soybeans surge as U.S.-China talks spur hope for trade revival, Bloomberg, 27/10/2025 (Consulté le 01/10/2025).

Bibliographie

- 2 Yilek, C. (15 septembre, 2025). Trump says he would have lowered flag for assassinated Minnesota Democrat if he had been asked. CBS News.
- 4 Le Moigne, Y. (2023). American foreign policy. Université d'Angers.
- 7 Tabuteau, E. (2023). A short history of Canadian-American diplomatic relations. Université d'Orléans.
- 9 Tidey, A., Armangau, R., et Corlin, P. (24 juin, 2025). Le Canada et l'UE signent un nouveau partenariat en matière de défense et de commerce. Euronews.
- 11 Tellier, M. (20 novembre, 2016). Les mots de Donald Trump. France Culture.
- 13 Collovald, A. (2022). Populisme. Dans D. Fassin (dir.), La société qui vient. Seuil.
- 16 Hassan, A., et Barber, S. J. (2021). The effects of repetition frequency on the illusory truth effect. Cognitive Research: Principles and Implications, 6(1), 38.
- 22 Cruz, J. M. (2016). The state and the reproduction of violence in post-war El Salvador. Dans After violence (pp. 277–302). Routledge.
- 23 Wolf, S. (2017). Mano dura: The politics of gang control in El Salvador. University of Texas Press.
- 29 Albertini, A. (27 mars, 2025). Le prix de la cocaïne a baissé en France pour la première fois depuis 2014. Le Monde.
- 30 L'Est Républicain. (14 février, 2022). Drogue : 6 kilos de résine de cannabis et 18.000 euros saisis.
- 31 ICI Nancy. (18 mars, 2024). Nancy, Laxou et Metz : un vaste réseau d'importation de produits stupéfiants démantelé.
- 32 Cédric Lieto. (19 mars, 2025). Témoignages sur les points de deal du centre-ville de Nancy. ICI.
- 33 Paoli, L., et Reuter, P. (2008). Drug trafficking and ethnic minorities in Europe. European Journal of Criminology, 5(1), 13–37.
- 34 Van Duyne, P. C., et Levi, M. (2005). Drugs and money: Managing the drug trade and crime-money in Europe. Routledge.
- 38 Hess, A. (24 avril, 2024). Élections européennes : les enjeux nationaux éclipsent-ils les enjeux européens ? Euronews.
- 39 Amies, N. (14 juin, 2022). So far, so close? How local citizens view the EU bubble in Brussels. The Bulletin.
- 41 Mediapart. (9 mars, 2025). Union européenne : quand l'oligarchie gagne, la démocratie perd. Le Club de Mediapart.
- 42 Monod, J.-C. (2022). Autoritarisme. Dans D. Fassin (dir.), La société qui vient. Seuil.
- 43 Strasser, T. (1981). La Vague. Pocket.
- 44 Camus, R. (2010). Abécédaire de l'in-nocence. Éditions de l'in-nocence.
- 48 Huxley, A. (1932). Le meilleur des mondes. Pocket. (Éd. originale : Brave New World).
- 49 Orwell, G. (1949). 1984. Folio.

REMERCIEMENTS

Tout d'abord, nous souhaitons exprimer notre gratitude à Madame Guaaybess, notre responsable pédagogique et tutrice lors de ce projet, pour son accompagnement, sa disponibilité, ses relectures et ses conseils.

Nous adressons également nos remerciements chaleureux à notre camarade de Master, Jean Viland, pour sa participation et pour nous avoir accordé de son temps lors d'un entretien très utile dans l'écriture de ce Vox.

Notre reconnaissance va aussi aux agriculteurs ayant accepté de répondre à notre enquête, essentielle à l'élaboration de ce Vox. Frédéric Hance, François Moreau et Arnaud Deregnaucourt, par leur disponibilité et la précision de leurs réponses et nous ont permis de disposer d'informations directes et précieuses sur la réalité du terrain.

Nous tenons par ailleurs à remercier l'ensemble des participants au sondage, sans qui nous n'aurions pu récolter des données indispensables dans le cadre de notre travail : nos familles, nos amis et nos camarades de promotion.

Un remerciement sincère revient ensuite à toute l'équipe du Vox, qui a mené à bien ce beau projet en se soutenant, se corrigeant et s'encourageant mutuellement.

Enfin, nous tenons à exprimer notre reconnaissance envers les lecteurs qui accorderont une attention spéciale à ce Vox.





ceulorraine



@ceulorraine



ceu.nancy



centre-européen-universitaire



ceu-contact@univ-lorraine.fr

www.ceu.univ-lorraine.fr



UNIVERSITÉ
DE LORRAINE